

ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

DEPF

Boulevard Mohamed V.
Quartier Administratif,
Rabat-Chellah Maroc

E : depf@depf.finances.gov.ma

W : depf.finances.gov.ma

T : (+212) 537.67.74.15/16

NOTE DE CONJONCTURE

DIRECTION DES ÉTUDES ET DES PRÉVISIONS FINANCIÈRES

N° 267 / Novembre 2018



Sommaire

PARTIE 1

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

01

ECONOMIES AVANCÉES

02

ECONOMIES ÉMERGENTES

03

MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES

PARTIE 2

ENVIRONNEMENT NATIONAL

01

TENDANCES SECTORIELLES

02

DEMANDE INTERIEURE

03

ECHANGES EXTERIEURS

04

FINANCES PUBLIQUES

05

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

PARTIE 3

TABLEAU DE BORD



Consolidation d'embellies sectorielles, reflétant la résilience de l'économie nationale

Le profil de la conjoncture économique du mois de novembre montre des signes fermes de consolidation de la relance adossés à des performances sectorielles positives. Cette évolution est effective au niveau du secteur primaire qui poursuit son raffermissement, propulsé par l'orientation positive de la campagne agricole 2018-2019 et l'amélioration de la performance du secteur de la pêche.

Le secteur secondaire a maintenu son évolution positive, profitant particulièrement des bons résultats de l'industrie extractive et celle manufacturière, au moment où le secteur du BTP affiche des signes de redressement, comme en témoigne l'atténuation du repli des ventes de ciment à fin septembre 2018. Par ailleurs, la vigueur des activités liées au tourisme, au transport et aux télécommunications continue d'impulser le rythme de progression du secteur tertiaire.

Ces résultats favorables prennent appui sur la vigueur de la consommation des ménages, dans un contexte de maîtrise de l'inflation et d'amélioration de la situation du marché de l'emploi. Ils reflètent, également, la bonne tenue de l'effort d'investissement matérialisé par la dynamique des importations de biens d'équipement et de demi-produits au même titre que la reprise des flux d'IDE, qui ont rebondi de 41,5% à fin octobre 2018.

L'examen de l'évolution des échanges extérieurs, au terme des dix premiers mois de l'année en cours, laisse apparaître une amélioration du taux de couverture, grâce au raffermissement de l'offre exportable, particulièrement celle relevant des secteurs des phosphates et dérivés, de l'automobile et de l'agriculture et agro-alimentaire.

Cette amélioration s'est avérée, toutefois, insuffisante pour contenir le déficit commercial dont l'aggravation continue d'être alimentée, entre autres, par la hausse des importations énergétiques et des achats de biens d'équipement.

En ce qui concerne la situation des finances publiques, celle-ci a enregistré une légère détérioration à fin septembre 2018, puisque le déficit budgétaire s'est aggravé de 3 milliards de dirhams pour s'établir à 26 milliards de dirhams au titre de la période considérée. Ce résultat reflète particulièrement la forte croissance des dépenses globales, dans un contexte de progression moins rapide des recettes ordinaires, notamment dans leur composante fiscale.

Pour ce qui est des conditions de financement de l'économie, celles-ci continuent de profiter de l'orientation relativement favorable des crédits bancaires, notamment ceux alloués à l'immobilier et à l'équipement, au moment où l'activité sur le marché boursier demeure déprimée, comme il ressort de l'accentuation du repli des indices MASI et MADEX depuis mars 2018.

L'orientation de la conjoncture économique nationale s'est opérée dans un contexte international encore soumis à des incertitudes non négligeables, particulièrement au niveau de la zone Euro, notre principal partenaire économique. En effet, les baromètres conjoncturels publiés récemment laissent augurer une modération progressive de la croissance au niveau des économies motrices de la zone. Ces incertitudes sont alimentées, également, par l'instabilité des marchés des matières premières, le durcissement des positions commerciales et la recrudescence du risque géopolitique.

Synthèse

N.B. : Sauf indication contraire, les évolutions présentées, dans la note, sont en glissement annuel.



Environnement international



- ⇒ Économie mondiale : Croissance moins vigoureuse, avec une hausse des incertitudes géopolitiques.
- ⇒ Zone euro : une croissance continue mais moins dynamique dans un contexte marqué par la persistance de risques baissiers.
- ⇒ Euro : 1,13 dollar au 13 novembre, son plus bas niveau depuis juin 2017.
Pétrole : le Brent à 64 dollars au 13 novembre, son plus bas niveau depuis mars 2018.



Tendances sectorielles



- ⇒ Secteur primaire : bon démarrage de la campagne agricole 2018/2019 et atténuation du repli du secteur de la pêche (-5,1% à fin septembre).
- ⇒ Secteur secondaire : bonne tenue des secteurs industriel (+3% à fin juin), extractif (+6% à fin septembre) et de l'énergie électrique (+7,5% à fin septembre) contre une baisse de la consommation de ciment (-2,7% à fin septembre).
- ⇒ Secteur tertiaire : comportement favorable des secteurs touristique (arrivées : +8% à fin septembre), de transport (Passagers aériens : +10,2%) et des télécommunications (parc mobile : +4,7% à fin juin).



Ménages & Entreprises



- ⇒ Pouvoir d'achat des ménages : évolution relativement maîtrisée des prix à la consommation (+2,1% à fin septembre), création de 104.000 emplois rémunérés au T3-2018 et bonne tenue des crédits à la consommation (+5,6% à fin septembre).
- ⇒ Investissement : bon comportement des crédits à l'équipement (+4,1% à fin septembre), des importations des biens d'équipement (+8,8% à fin octobre), des IDE (+42% à fin octobre) et de l'investissement budgétaire (+2,2% à fin septembre 2018).

64 \$/baril



Brent

2,62 millions Tonnes
(+17%)



Production d'agrumes

+2,1%



Inflation

+41,5%



Flux IDE



Echanges extérieurs

- ⇒ Aggravation continue du déficit commercial : +7,8% à fin octobre.
- ⇒ Les exportations des secteurs de l'OCP, de l'automobile et de l'agriculture et agro-alimentaire expliquent près de 64% de la dynamique des exportations nationales de biens.
- ⇒ Amélioration du taux de couverture de 0,5 point à 57,5%.
- ⇒ Reprise des flux des IDE (+41,5% après -3,2% à fin septembre 2018).
- ⇒ Les Réserves Internationales Nettes permettent de couvrir 5 mois d'importations de B&S.



Finances publiques

- ⇒ Déficit budgétaire : aggravation de 3 milliards de dirhams par rapport à fin septembre 2017, dans un contexte marqué par une augmentation modérée des recettes ordinaires (+1,1%) contre une progression de 2,6% des dépenses globales.



Financement de l'Economie

- ⇒ Accroissement des crédits bancaires de +2,5% à fin septembre (équipement : +4,1% ; consommation : +5,6% ; immobilier : +3%).
- ⇒ Persistance de la baisse des indices boursiers MASI & MADEX à fin septembre 2018 : -11,9% et -12,1% respectivement par rapport à fin décembre 2017.

NB : Sauf indication contraire, les évolutions sont en glissement annuel

+57,5%
(+0,5 point)



Taux de couverture

+11%



Automobile
(Exportations)

-11,9% et -12,1%
(respectivement)



MASI et MADEX

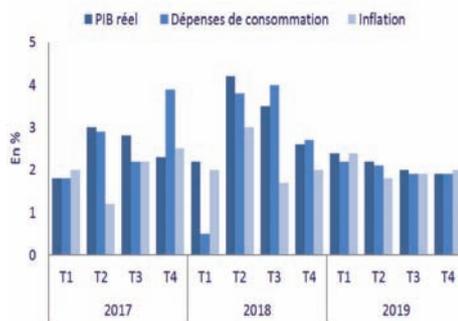


ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1. ECONOMIES AVANCEES

Etats-Unis : l'expansion économique se confirme, tirée par les dépenses de consommation des ménages

Soutenue par les coupes d'impôts de l'administration Trump, l'économie américaine a progressé de +3,5% en glissement trimestriel au 3ème trimestre, contre +4,2% au 2ème trimestre.



Source : BEA, BLS

La forte croissance de la consommation des ménages a été soutenue par des gains importants dans les services (soins de santé) et les biens non durables (véhicules de loisirs). Une forte reprise des stocks a engendré plus de 2 points supplémentaires à la croissance trimestrielle, tandis que la consommation et l'investissement publics ont augmenté de 3,3%, soit le taux le plus élevé depuis le premier trimestre 2016. En outre, les exportations nettes ont réduit la croissance du PIB de 1,8 point de pourcentage contre une contribution positive (+1,2 point) sur le second trimestre.

3,5%



USA

Croissance économique

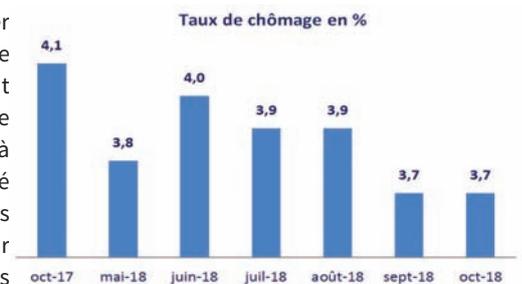
3,7%

Au T3-2018



USA

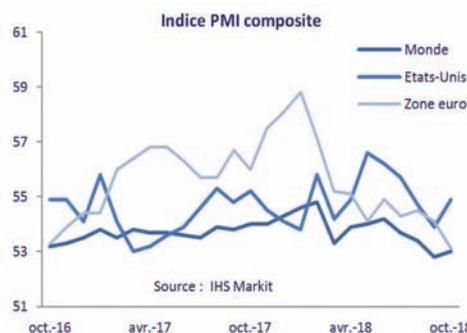
Taux de chômage



Source : BLS

L'économie américaine continue de créer des emplois. Le taux de chômage en octobre 2018 s'est établi à 3,7%, en baisse de 0,4 point par rapport à octobre 2017. Le salaire horaire moyen a augmenté en octobre par rapport à l'année précédente au rythme le plus élevé durant près d'une décennie. Les entreprises pourraient devoir augmenter les prix pour compenser les coûts liés à la hausse des salaires, ce qui risque d'accroître l'inflation.

L'indice Markit PMI composite américain pour octobre 2018 s'est établi à 54,9 contre 53,9 en septembre, traduisant une nouvelle accélération de l'expansion de l'activité dans l'industrie manufacturière et les services aux États-Unis.



Source : IHS Markit

Les entreprises du secteur industriel ont enregistré une forte hausse de la production en octobre, la plus rapide depuis juin. Les entrées de commandes ont été solides, laissant présager des perspectives positives, malgré les inquiétudes quant à la hausse des coûts due aux tarifs douaniers. L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan a légèrement baissé, passant à 98,3 en lecture préliminaire en novembre.

+ 2,5%

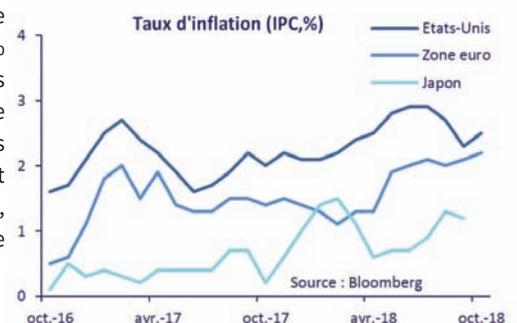


USA

Inflation

L'inflation aux États-Unis a connu une hausse en octobre. Les prix de l'essence et de l'électricité se sont accrus drastiquement, en parallèle avec le coût du logement et des soins médicaux.

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,3% en octobre, après une légère hausse de 0,1% en septembre. Le taux annuel de croissance des prix à la consommation s'est accéléré, passant de 2,3% en septembre à 2,5% en octobre. Plus du tiers de l'augmentation des prix à la consommation est attribuable à une flambée des prix de l'essence, qui a grimpé de 3% en octobre après avoir chuté de 0,2% en septembre.



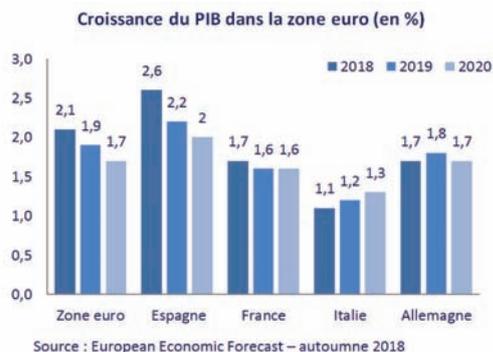
Source : Bloomberg

Zone euro : une croissance continue mais moins dynamique dans un contexte de risques provenant des États-Unis, du Brexit et de l'Italie.

Les indicateurs poursuivent leur tendance à la baisse. La croissance du PIB au troisième trimestre s'avère plus faible que prévu, selon les derniers chiffres de la Commission européenne. L'expansion n'a pas dépassé 0,2% au cours du trimestre, soit le rythme le plus lent depuis quatre ans. Ces faiblesses proviennent principalement de l'Allemagne et de l'Italie alors qu'en France la croissance a légèrement repris au troisième trimestre (+0,4% après +0,2% au deuxième trimestre). Toutefois, les moteurs de la demande finale continuent d'indiquer que le bon comportement de la croissance se poursuivra au cours des prochains trimestres.

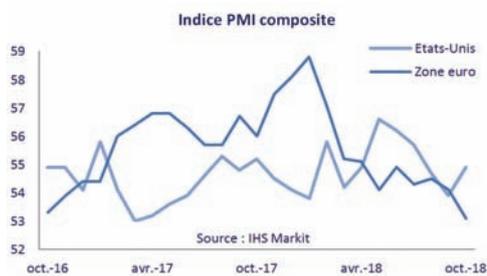
En termes de perspectives, selon les dernières prévisions de la Commission européenne, la croissance dans la zone euro devrait se poursuivre à un rythme modéré. Elle connaîtra une croissance de 2,1% cette année, après une expansion de 2,4% en 2017. Le ralentissement se poursuivra l'an prochain, alors que la croissance devrait s'établir à 1,9 %, soit un peu moins que l'estimation précédente de 2%.

L'Allemagne devrait connaître une croissance de 1,7% en 2018, après 2,2% en 2017. En 2019, elle serait de 1,8% au lieu de 1,9% et atteindrait 1,7% en 2020. La croissance de l'Italie ne devrait pas dépasser 1,1% cette année, 1,2% l'année prochaine et 1,3% en 2020. La croissance en France devrait tomber à 1,7% en 2018 après 2,2% en 2017. Elle serait de 1,6% en 2019, après une estimation de 1,8% l'été dernier.



L'inflation nominale devrait rester modérée au cours de la période de prévision pour atteindre 1,8 % en 2018 et 2019 et ralentir à 1,6 % en 2020. Pour sa part, la BCE estime que les préoccupations croissantes en matière de stabilité financière constituent l'un des domaines nécessitant un suivi.

Les indicateurs conjoncturels d'activité d'octobre font également état d'un début de quatrième trimestre décevant pour le secteur privé de la zone euro, l'activité globale enregistrant sa plus faible croissance depuis plus de deux ans et la confiance des entreprises tombant à son plus bas niveau depuis fin 2014.



L'indice composite PMI de l'activité globale dans la zone euro est passé de 54,1 en septembre à 53,1, son plus bas niveau depuis septembre 2016. Le taux d'expansion de la production est retombé à un creux de près de 4 ans en octobre. Pour les prestataires de services, bien qu'elle continue de croître à un rythme soutenu, l'activité affiche sa plus faible croissance depuis le début de 2017.

L'Irlande a de nouveau affiché la plus forte croissance (56,1 plus bas sur 7 mois). En France et en Espagne, la croissance de l'activité s'accélère et dépasse sa moyenne de long terme (54,1 et 53,7 respectivement). L'Allemagne a enregistré sa plus faible expansion en 5 mois (l'une des deux plus faibles depuis plus de 2 ans, soit 53,4), tandis qu'en Italie, l'activité a baissé pour la première fois depuis fin 2014, soit 49,3 points.

8,1%



Zone euro

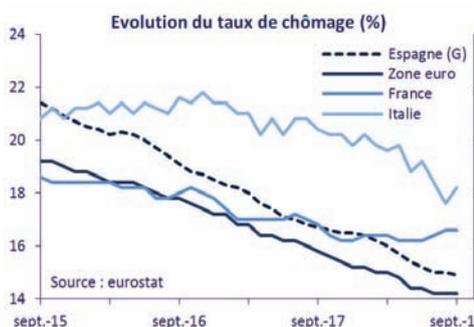
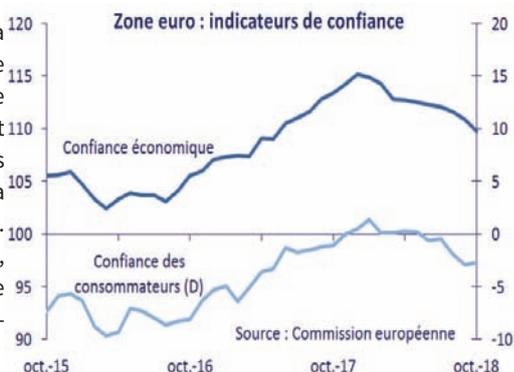
Taux de chômage

1,15



Parité euro/dollar

Le repli de la confiance économique dans la zone euro s'est confirmé. En octobre, l'indice du climat économique (ESI) a encore reculé de 1,1 point à 109,8, attribuable à l'affaiblissement de la confiance dans l'industrie, les services et, en particulier, le commerce de détail. La confiance des consommateurs a bien résisté. Si l'on considère les plus grandes économies, l'ESI a progressé uniquement en Espagne (+1,9). Il a reculé en Allemagne (-1,3), aux Pays-Bas (-1,3), en France (-1,2) et en Italie (-0,9).



Le taux de chômage de la zone euro s'est stabilisé à 8,1% entre Aout et Septembre 2018, soit son plus bas niveau depuis novembre 2008, marquant, néanmoins, une baisse de 0,8 point depuis septembre 2017. Environ 13,2 millions de personnes dans la zone euro étaient au chômage en septembre 2018. En glissement annuel, le chômage a baissé de 1,3 million dans la zone euro.

Par pays, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en septembre 2018 en République Tchèque à hauteur de 2,3% et de 3,4% en Allemagne et en Pologne. Les taux les plus élevés ont été observés en Grèce (19,0%) et en Espagne (14,9%). Les taux de chômage en France et en Italie étaient respectivement de 9,3% et 10,1%.

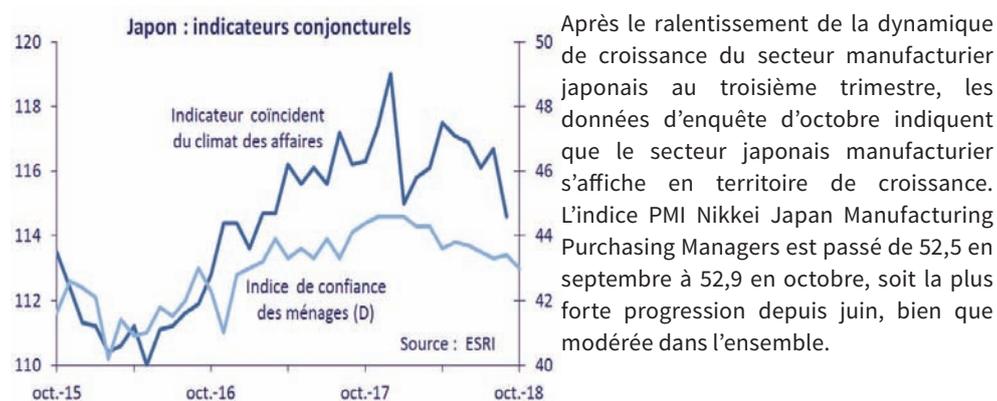
Sur le marché des changes, après un rebond observé début octobre, l'euro a repris sa trajectoire de dépréciation, pénalisé par la position de l'Italie au sujet de son déficit budgétaire et un dollar soutenu par la Fed. L'euro s'est établi en moyenne à 1,15 dollar en octobre, marquant une dépréciation de 1,5% par rapport à septembre (1,17 dollar).



Pour sa part, la Fed a, comme convenu, annoncé un statu quo sur ses taux, laissant entrevoir des perspectives favorables pour le dollar, qui ont également été raffermies par la plus forte hausse mensuelle des prix à la production en six ans (+0,6% en octobre). L'euro poursuit sa chute en novembre.

Japon : l'économie s'est contractée au troisième trimestre, après une forte expansion au second trimestre

L'économie japonaise a reculé de 0,3% au troisième trimestre, après une croissance de 0,8 % au trimestre précédent. Une grande partie de la faiblesse du troisième trimestre peut être due à des facteurs ponctuels, à savoir les catastrophes naturelles qui ont frappé le pays. La baisse de l'activité économique a été causée par une baisse de la demande privée et publique et par une contribution négative de la demande extérieure nette.



L'indicateur coïncident du climat des affaires a fortement reculé en septembre (-2,1 points à 114,6), tout comme l'indice de confiance des ménages, qui a légèrement baissé en octobre (-0,4 point à 43).

2. ÉCONOMIES EMERGENTES

Croissance globalement vigoureuse, avec des rythmes variables selon les pays et les régions

La croissance des pays émergents et en développement devrait se poursuivre pour s'établir à 4,7% par an en 2018-2019, selon les dernières prévisions du FMI, soit le même rythme qu'en 2017. Toutefois, les perspectives sont confrontées à des risques liés à la hausse des cours pétroliers, à la montée des tensions commerciales internationales et à l'augmentation des taux d'intérêt aux États-Unis qui pourrait avoir des pressions sur les monnaies de certains pays.

6,5%

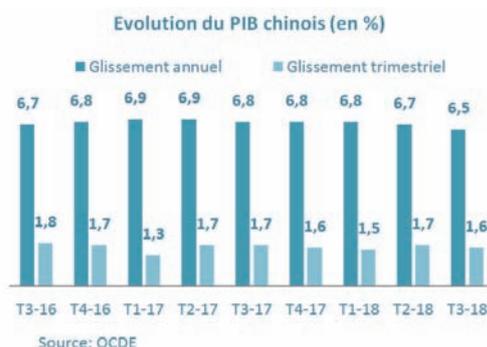
Au T3-2018



Chine

Croissance économique

En Chine, l'expansion économique a ralenti au troisième trimestre de 2018 (6,5% après 6,7% au deuxième trimestre). Par rapport au trimestre précédent, la croissance n'a été que de 1,6%, contre 1,7% au second trimestre. La deuxième économie mondiale est confrontée à une baisse de la demande de matériaux industriels dans un contexte de refroidissement de l'activité manufacturière exacerbé par une guerre commerciale avec les États-Unis.



De même, l'indice des prix à la production (IPP) a augmenté de 3,3% en octobre par rapport à l'année précédente selon les données du Bureau national des statistiques.

A moyen terme, en raison de la faiblesse de la demande intérieure et de l'incertitude quant à la demande étrangère, les pressions inflationnistes devraient globalement se maintenir à des niveaux relativement modérés.



A 50,1 en octobre, le PMI chinois est resté proche du point de stagnation. Dans l'ensemble, l'expansion du secteur manufacturier était encore faible. La production et la confiance des entreprises ont continué de ralentir malgré la stabilité de la demande. La pression sur les coûts de production n'a pas diminué. L'économie chinoise n'a pas connu d'amélioration évidente.

7,4%

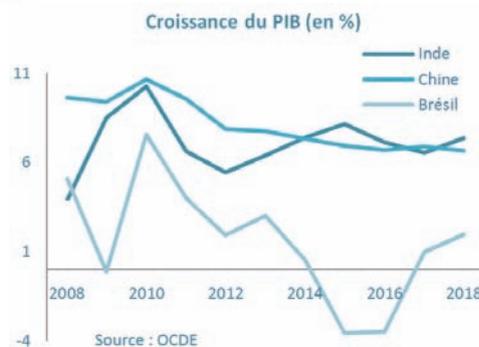
en 2018



Inde

Croissance économique

En Inde, l'économie avait progressé de 7,9% au premier semestre 2018, sous l'effet de base post-démonétisation. Selon Moody's, l'économie indienne devrait croître de 7,4% en 2018 et 7,3% en 2019. La demande intérieure décroît progressivement avec la hausse des coûts d'emprunt due à la hausse des taux d'intérêt. L'effet de la hausse des prix mondiaux du pétrole, combiné à une forte dépréciation de la roupie, pèse sur les capacités de consommation des ménages.





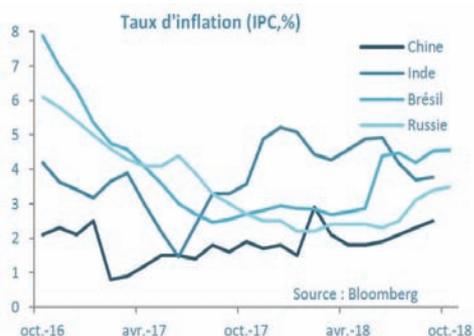
Le plus grand risque à la baisse pour les perspectives de croissance de l'Inde proviendrait des inquiétudes au sujet de son secteur financier. La Reserve Bank of India devrait continuer à relever régulièrement le taux de référence jusqu'en 2019, ce qui ralentirait davantage la demande intérieure.

Les indicateurs conjoncturels indiquent une accélération de la croissance du secteur manufacturier en Inde en octobre, les entreprises ayant réagi à l'augmentation des entrées de commandes en augmentant la production, les achats d'intrants et l'emploi. Les indicateurs de prix ont continué d'indiquer des pressions inflationnistes à la hausse.

L'indice PMI manufacturier, passé de 52,2 en septembre à 53,1 en octobre traduit la plus forte reprise du secteur durant l'année 2018 et porte sa période de croissance actuelle à 15 mois.

Au Brésil, confrontée à des conditions financières extérieures moins favorables, l'économie devrait croître de 1,4% en 2018 et de 2,5% en 2019, selon la banque centrale du Brésil. L'économie brésilienne n'a pas connu de croissance vigoureuse depuis 2011 (4%) en raison d'un niveau d'investissement productif parmi les plus bas d'Amérique Latine, atteignant à peine 16 % du PIB. L'estimation de l'inflation est tombée à 4,23 % et à 4,21% en 2019.

En octobre, dans un contexte d'incertitude politique, de consommation modérée des ménages et d'élections présidentielles, les indicateurs conjoncturels indiquent une poursuite de la croissance des créations d'emplois, qui a continué à peser sur la production. Ces améliorations ont porté le PMI à son plus haut niveau depuis avril et se sont accompagnées d'un ralentissement des pressions inflationnistes et d'un optimisme soutenu des entreprises.



À 51,1 en octobre, l'indice PMI manufacturier montre une amélioration des conditions commerciales pour le quatrième mois consécutif. De plus, l'indice global a atteint son plus haut niveau en six mois. Parallèlement, les exportations ont continué à diminuer.

3. MARCHES DES MATIERES PREMIERES

Fort repli des cours du pétrole en novembre, suite à une hausse de l'offre et une faiblesse de la demande

Brent : 64 \$/baril
Butane : 432 \$/T



Produits énergétiques

421 \$/T

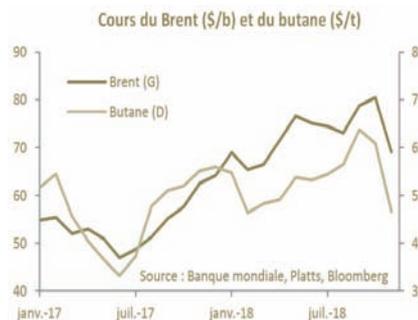
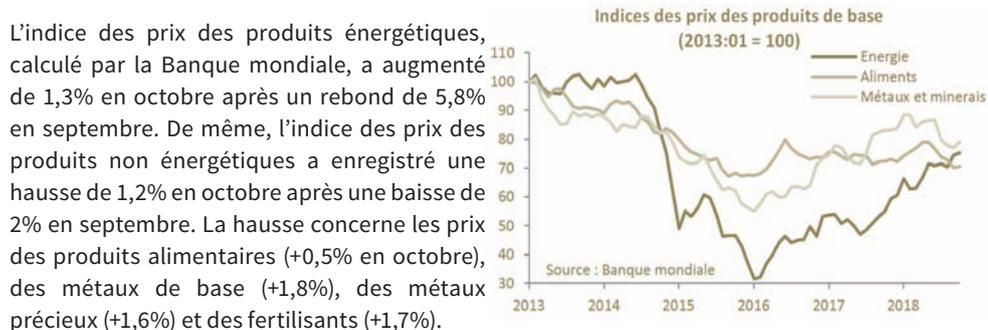


Engrais DAP

Blé : 209 \$/T
Sucre : 293 \$/T



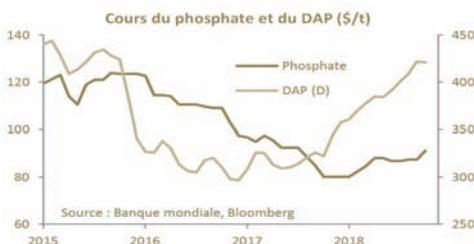
Produits alimentaires



Les cours de pétrole (Brent) ont atteint 80 dollars le baril en moyenne en octobre, leur plus haut niveau depuis quatre ans, suite à des inquiétudes sur l'offre de l'Iran, le troisième producteur de l'OPEP. Toutefois, les prix du Brent ont enregistré une forte chute récemment, reculant à 64 dollars le 13 novembre, leur plus bas niveau depuis mars, suite à une faiblesse de la demande et une hausse rapide de l'offre. Les niveaux record de production de l'Arabie saoudite, de la Russie et des États-Unis compensent largement le repli de l'offre de l'Iran et du Venezuela.

Dans le sillage du pétrole, les prix du gaz butane ont reculé à 432 dollars la tonne le 13 novembre, leur plus bas niveau depuis 16 mois, après avoir atteint un pic de 700 dollars début octobre.

Les prix du phosphate brut ont atteint 91 dollars la tonne en octobre, marquant une hausse de 4% sur un mois et de 14% depuis début 2018. Les cours des engrais phosphatés DAP se sont établis à 421 dollars la tonne en octobre, quasi-stables par rapport au mois précédent (-0,2%) mais en hausse de 18% depuis début 2018. Les perspectives s'avèrent globalement favorables.



Les cours du blé tendre (SRW) se sont établis à 209 dollars la tonne en octobre, en hausse de 3,5% sur un mois et de 21% depuis début 2018. Cette reprise est liée à des incertitudes persistantes sur les perspectives de récolte chez certains producteurs (Australie, Canada, États-Unis), en raison des conditions météorologiques défavorables. Toutefois, les disponibilités restent confortables, suite à une augmentation de la récolte en Russie.

Les cours mondiaux du sucre brut (ISA) ont augmenté de 17% en octobre après un rebond de 2,5% en septembre pour s'établir à 293 dollars la tonne, ramenant leur baisse à 8% depuis début 2018. La forte progression des cours sucriers en octobre s'explique notamment par des perspectives de production moins forte dans les principales régions productrices. Par ailleurs, au Brésil, premier producteur et exportateur de sucre dans le monde, une part croissante de la production de canne à sucre est utilisée pour produire de l'éthanol.



ENVIRONNEMENT NATIONAL

1. TENDANCES SECTORIELLES

Activités primaires

2,62 millions T
(+17%)



Production d'agrumes

Production record prévue pour certaines cultures au titre de la campagne agricole 2018-2019

Après les résultats favorables de la campagne agricole 2017-2018, une production record est prévue pour certaines cultures au titre de la campagne 2018-2019, capitalisant sur les acquis du stade avancé de l'application du Plan Maroc Vert et les efforts déployées par les différents intervenants du secteur.

Ainsi, la production des olives devrait atteindre 2 millions de tonnes pour une superficie productive de 957.000 hectares, en augmentation de 22,3% par rapport à la campagne précédente. Une production historique est également attendue au niveau des agrumes qui devrait atteindre 2,62 millions de tonnes pour une superficie productive de 117.400 hectares, en hausse de 17% par rapport à la campagne précédente, avec un rendement record qui devrait atteindre 22,1 tonnes/Ha.

Par ailleurs, plusieurs mesures incitatives et encourageantes ont été adoptées par le gouvernement pour assurer la réussite de la nouvelle campagne agricole. Il s'agit notamment de :

- La programmation d'une superficie de 557.000 hectares pour l'irrigation au niveau des grands périmètres ;
- La poursuite de la mise en œuvre du Programme National de l'Economie d'Eau d'Irrigation (PNEEI) à travers la programmation de l'équipement des exploitations en système de goutte à goutte sur 50.000 hectares supplémentaires, pour atteindre 610.000 hectares;
- La planification et le suivi de l'allocation des quotas d'eau d'irrigation (3,37 milliards de m3) pour assurer le démarrage des plantations de céréales et des cultures sucrières et assurer les besoins en eau pour l'arboriculture fruitière ;
- La gestion du déficit en eau au niveau de Souss Massa et de Doukkala à travers la rationalisation des quotas d'eau pour sauver les arbres fruitiers et les cultures pérennes.

557 mille hectares



Superficie irriguée
programmée

Sur un autre volet, et suite aux orientations royales émises à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle session parlementaire d'automne et portant sur la dynamisation du développement du secteur agricole, pourvoyeur important d'emplois, 1 million d'hectares supplémentaires de terres agricoles serait mobilisé par l'Etat au profit des petits agriculteurs. Cette mobilisation passera par l'identification des terres agricoles et la détermination de leur potentiel et les types de cultures pouvant s'y adapter, tout en étudiant les moyens de financement et d'accompagnement de ces projets.

Au niveau des échanges extérieurs du secteur de l'« agriculture et agroalimentaire », les exportations du secteur ont préservé leur performance positive à fin octobre 2018, enregistrant une hausse de 6,1% pour atteindre 47 milliards de dirhams, découlant d'un accroissement des exportations du secteur de l'agriculture, sylviculture et chasse de 13,5% et de celles de l'industrie alimentaire de 1,8%.

Redressement des indicateurs du secteur de la pêche au troisième trimestre

Les indicateurs du secteur de la pêche côtière et artisanale renouent avec la croissance au troisième trimestre 2018, après un début d'année difficile.

-5,1% en volume



Pêche côtière et artisanale

Evolution des débarquements de la pêche côtière et artisanale (glissement annuel)



Le volume de ces débarquements s'est raffermi de 5,4% au troisième trimestre 2018. Cette amélioration est attribuable, essentiellement, au bon comportement des captures des poissons pélagiques (+5%) et dans une moindre mesure de celles des céphalopodes (+42%). Eu égard à cette évolution, le repli des débarquements de la pêche côtière et artisanale s'est atténué à -5,1% à fin septembre 2018, après -11% à fin juin 2018 et -5,7% il y a une année.

Pour ce qui est de la valeur marchande de ces débarquements, elle s'est appréciée de 34,2% au troisième trimestre 2018, portée par la hausse de celle des céphalopodes de 92,3% et de celle des poissons pélagiques de 5,5%. Au terme des neuf premiers mois de 2018, la valorisation des captures de la pêche côtière et artisanale s'est renforcée de 10,9%, au lieu d'une baisse de 1,4% à fin juin 2018 et une hausse de 6,8% à fin septembre 2017.

Activités secondaires

Bonne tenue de l'activité extractive

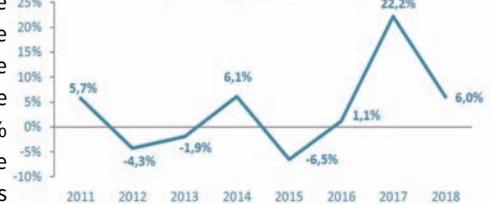
+6% (production)



Phosphates roche

Le secteur extractif maintient une dynamique favorable au terme des neuf premiers mois de 2018, en ligne avec le bon comportement de la production de phosphate roche, principale composante de ce secteur, affichant une hausse de 6%, en consolidation d'un renforcement de 22,2% un an plus tôt. Cette évolution s'est confirmée par la bonne performance du volume des ventes à l'étranger de phosphate roche, marquant une hausse de 2,2% à fin septembre 2018.

Evolution de la production de phosphate roche à fin septembre (glissement annuel)



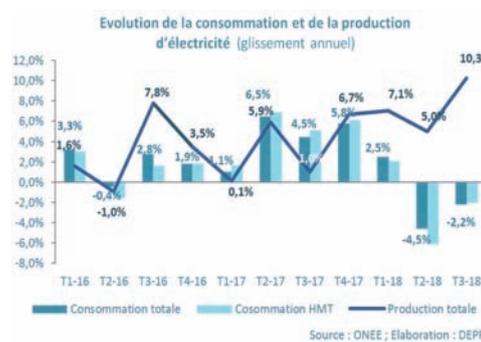
A fin octobre 2018, le chiffre d'affaires à l'export du groupe OCP s'est apprécié de 14,6% pour atteindre 42,3 milliards de dirhams, après 36,9 milliards un an auparavant.

+7,5% (production)



Energie électrique

Dynamique globalement favorable de l'activité du secteur de l'énergie électrique



Tirant profit d'une bonne tenue le long des trois premiers trimestres de 2018 (+10,3% au T3-2018, +5% au T2-2018 et +7,1% au T1-2018), la production du secteur de l'énergie électrique s'est renforcée, en volume, de 7,5% à fin septembre 2018, après +2,3% il y a une année. Ce dynamisme découle, notamment, de la hausse de la production privée de 7,2%, de celle des projets développés dans le cadre de la loi 13-09 relative aux énergies renouvelables de 67,5% et de celle de l'ONEE de 4,4%.

Pour ce qui est de la consommation de l'énergie électrique, une dynamique favorable a été enregistrée durant le mois de septembre 2018 (+6,9%), en relation, principalement, avec la bonne performance des ventes de l'énergie de très haute, haute et moyenne tension (+9,7%). Compte tenu de cette évolution, le retrait des ventes de l'énergie électrique s'est atténué au terme des neuf premiers mois de 2018 à -1,5%, au lieu de -2,6% un mois plus tôt, après une hausse de 4,1% à fin septembre 2017. Cette évolution provient de la baisse des ventes de l'énergie de très haute, haute et moyenne tension de 2,1% et une quasi-stagnation de celles de basse tension (+0,3%).

Dans ces conditions, le solde des échanges de l'énergie électrique avec l'Algérie et l'Espagne (importations-exportations), s'est réduit de 35,1% à fin septembre 2018, résultant du recul du volume de l'énergie importée de 33,5% et de la hausse de celle exportée de 28,8%, dans un contexte d'une légère hausse de l'énergie nette appelée de 0,6%, après +4,8% à fin septembre 2017.

-2,7%



Ventes de ciment

Evolution mitigée des indicateurs du secteur du BTP

L'évolution mitigée des indicateurs du secteur du BTP se poursuit au terme des neuf premiers mois de 2018, marquée, toutefois, par l'atténuation du repli des ventes de ciment et l'évolution globalement favorable de l'encours des crédits à l'immobilier.



Les ventes de ciment, principal indicateur du secteur du BTP, ont reculé de 2,7% à fin septembre 2018, après un retrait de 4,9% un mois plus tôt et de 4,2% il y a une année. Cette décélération est le fruit des performances positives enregistrées par les ventes durant les mois de septembre (+20,1%), juillet (+7,8%) et juin 2018 (+13%).

+3,1%



Crédits à l'habitat

Par ailleurs, l'encours des crédits bancaires alloués au secteur immobilier s'est amélioré de 3%, à fin septembre 2018, après +3,5% il y a une année, à 262,8 milliards de dirhams, recouvrant l'accroissement des crédits accordés à l'habitat de 3,1% et l'accélération de ceux attribués à la promotion immobilière à +2,3%, après +0,8% à la même période de l'année précédente.

Il est à noter que la valeur ajoutée du secteur du BTP a enregistré au premier semestre 2018 une légère amélioration, en glissement annuel, de 0,7% après un retrait de 0,2% au premier semestre 2017. Cette évolution recouvre une hausse de 0,9% au deuxième trimestre et de 0,4% au premier trimestre 2018.

+2,9%



Valeur ajoutée

60,9%



TUC

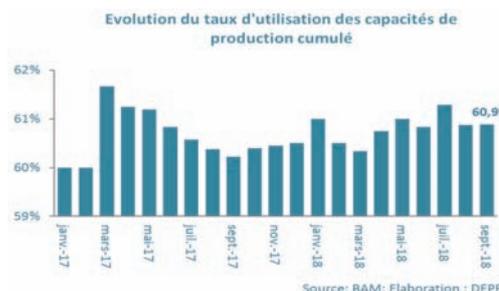
**+7,9% et +8,6%
respectivement**



Arrivées et nuitées

Bonne tenue de l'activité du secteur manufacturier

La dynamique favorable du secteur manufacturier enregistrée au premier semestre 2018, reflétée par l'accélération de la croissance de sa valeur ajoutée à +2,9% à fin juin 2018 après +1,7% à fin juin 2017, se maintient au troisième trimestre 2018.



En effet, le taux d'utilisation des capacités de production (TUC) dans le secteur s'est accru de 2 points comparativement au troisième trimestre 2017, d'après les derniers résultats de l'enquête de conjoncture de Bank Al-Maghrib dans le secteur manufacturier. Cette amélioration recouvre une augmentation de 5 points dans les industries chimiques et para-chimiques et de 2,7 points dans le secteur de textile et cuir.

Au terme des neuf premiers mois de 2018, le TUC s'est renforcé de 0,7 point, bénéficiant, notamment, du comportement favorable de ceux des industries de textile et cuir et des industries chimiques et para-chimiques.

Le bon comportement des échanges extérieurs du secteur manufacturier confirme cette évolution favorable à fin octobre 2018. Ainsi, la tendance haussière de la valeur des exportations se maintient au niveau des secteurs de l'automobile (+11%), de textile et cuir (+4,5%), de l'aéronautique (+14%), de l'industrie alimentaire (+1,8%) et de l'électronique (+4,4%). De leur côté, les ventes à l'étranger des dérivés de phosphates, composante importante des industries chimiques et para-chimiques, se sont raffermies de 21,8% en valeur et de 4,8% en volume à fin septembre 2018.

Concernant les perspectives pour le quatrième trimestre 2018, les industriels, consultés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de Bank Al-Maghrib auprès du secteur manufacturier, s'attendent, globalement, à une augmentation de leur production et de leurs ventes et ce, dans l'ensemble des branches d'activité.

Activités tertiaires

Dynamique favorable des indicateurs touristiques

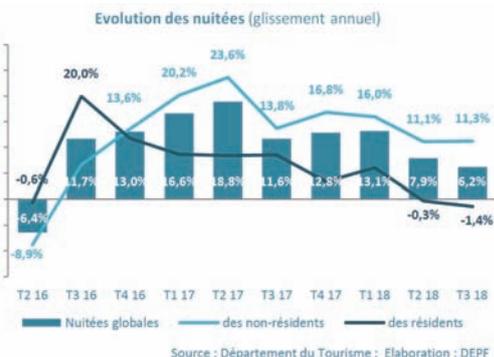
Le secteur touristique maintient une évolution favorable au terme des neuf premiers mois de 2018, soutenue par le bon comportement du marché extérieur.



Le nombre des arrivées à la destination marocaine s'est inscrit en hausse de 7,9% à fin septembre 2018, en consolidation d'un renforcement de 8,9% un an auparavant, tenant compte d'une augmentation de 5,1% au troisième trimestre, de 6,5% au deuxième trimestre et de 15,3% au premier trimestre 2018. Cette bonne tenue tient, notamment, au bon comportement des arrivées des touristes étrangers (+14,4%, après +13,1%), conjugué à une hausse des arrivées des MRE de 2%, après +5,2%.



Parallèlement à cette évolution, le volume des nuitées réalisées dans les établissements d'hébergement classés a enregistré un accroissement de 8,6% à fin septembre 2018, après +15,2% un an plus tôt, résultant d'une hausse de 6,2% au T3-2018, après +7,9% au T2-2018 et +3,1% au T1-2018. Cette progression est attribuable, essentiellement, à la bonne tenue des nuitées des non-résidents (+12,6%), alors que celles des résidents ont augmenté de 0,7%, après +8,6% à fin septembre 2017.



Concernant les recettes touristiques, elles ont enregistré une bonne dynamique durant le mois d'octobre 2018 (+12%). Au terme des dix premiers mois de 2018, ces recettes ont enregistré une légère hausse de 0,2% pour atteindre 61,4 milliards de dirhams, après +9,2% un an plus tôt.

Orientation favorable des indicateurs du secteur des télécommunications au terme du premier semestre

+4,7%



Téléphonie mobile

L'activité du secteur des télécommunications affiche une évolution favorable au terme du premier semestre 2018, portée par la confirmation du redressement du parc de la téléphonie et par la croissance toujours consolidée du parc de l'Internet.



Le parc global de la téléphonie s'est renforcé de 4,6% à fin juin 2018, après une hausse de 1,2% un an plus tôt, à 46,1 millions d'abonnés. Ce résultat tient à la confirmation de la reprise du parc de la téléphonie mobile, entamée à partir du deuxième trimestre 2017, marquant une progression de 4,7%, après +1,5% à fin juin 2017, à 44 millions d'abonnés. Suite à cette évolution, le taux de pénétration du segment de la téléphonie mobile s'est élevé à 125%, après 120,7% il y a une année.

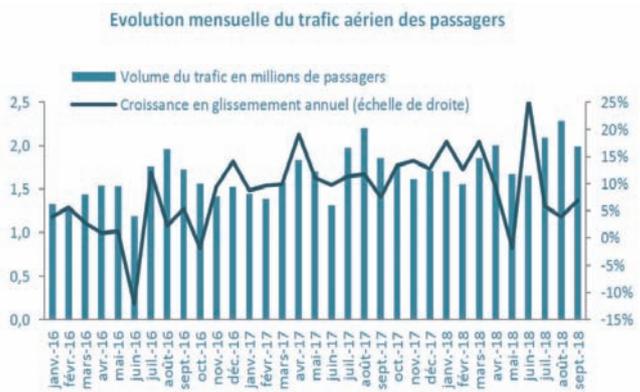
Concernant le segment de l'Internet, son parc d'abonnés s'est raffermi, en glissement annuel, de 11,6% à fin juin 2018, après +29,3% un an plus tôt, pour compter dans son actif près de 21,5 millions d'abonnés, portant son taux de pénétration à 61%, au lieu de 55,2% à fin juin 2017 et de 30,5% au premier trimestre 2015.





Comportement favorable de l'activité du transport

Concernant l'activité du transport aérien, le nombre de passagers accueillis dans les aéroports nationaux a enregistré un affermissement de 10,2% à fin septembre 2018, après une hausse de 11,3% à la même période de l'année précédente. Quant à l'activité du fret aérien, elle s'est renforcée, en volume, de 8,2%, après +19,3%.



Pour ce qui est de l'activité portuaire, le volume du trafic au sein des ports gérés par l'ANP, a progressé de 3,4% à fin août 2018, après une augmentation de 6,8% un an auparavant. Cette augmentation tient à l'accroissement du trafic des importations de 5,8%, après un recul de 2,6% il y a une année, conjugué à une hausse de celui des exportations de 1,8%.

TENDANCES SECTORIELLES (*)

	SECTEUR	2017	AOÛT 18	SEPT	OCT	EVOLUTION CUMULÉE
Activités primaires	Agriculture	●	●	●	●	●
	Pêche	●	●	▲		●
Activités secondaires	Phosphates et dérivés	●	●	●	▾	●
	Automobile	●	●	▾	●	●
	Aéronautique	●	●	▾	▲	●
	Electronique	●	●	●	▾	●
	Agroalimentaire	●	▾	▲	●	●
	Textile et cuir	●	▾	▲	●	●
	Energie électrique	●	●	●	●	●
	BTP	●	●	▲		●
Activités tertiaires	Tourisme	●	●	●		●
	Transport	●	●	●		●
	Télécommunications	●				●

● Amélioration

● Stabilité

● Recul



Amélioration récente



Dégradation récente

*: appréciation basée sur les derniers baromètres conjoncturels disponibles.

2. DEMANDE INTERIEURE

+4,1%



Crédits à l'équipement

+2,1%



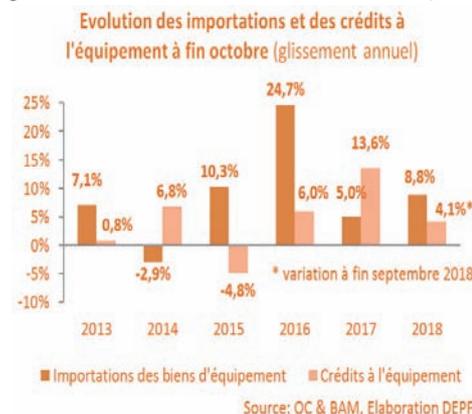
Inflation

+41,5%



Flux IDE

Au niveau de la demande intérieure, le pouvoir d'achat des ménages se maintient, tirant profit de l'évolution toujours maîtrisée des prix à la consommation (progression de l'IPC de 2,1% à fin septembre 2018) et du comportement positif, dans l'ensemble, des revenus des ménages. Au-delà de la réalisation d'une campagne agricole exceptionnelle, ceux-ci auraient bénéficié, notamment, du bon comportement des crédits à la consommation (+5,6% à fin septembre 2018), de la masse salariale servie par la fonction publique (+0,4% à fin septembre 2018) ainsi que d'une situation globalement favorable du marché de l'emploi (création de 104.000 emplois rémunérés au T3-2018).



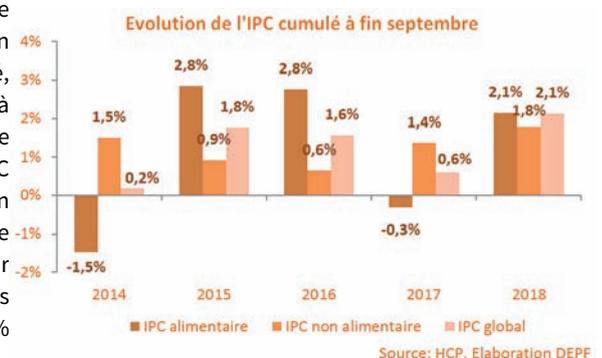
De son côté, l'effort d'investissement se serait bien orienté au titre de la même période en ligne avec le bon comportement de l'encours des crédits à l'équipement (+4,1% à fin septembre 2018), de la progression des importations des biens d'équipement et des demi-produits (+8,8% et +3,3% respectivement à fin octobre 2018) et du redressement des flux des IDE (+41,5% à fin octobre 2018).

Il aurait bénéficié, également, de l'approbation début 2018, par la Commission interministérielle des investissements, de 48 projets d'investissement d'une enveloppe globale de 32,3 milliards de dirhams, permettant de générer plus de 6.190 emplois directs et 13.952 emplois indirects.

Evolution maîtrisée des prix à la consommation en septembre

L'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré, au cours du mois de septembre 2018, une hausse de 0,3% par rapport au mois précédent. Cette augmentation a résulté, essentiellement, de l'accroissement de l'indice des prix des produits non alimentaires de 0,5%, en rapport, principalement, avec la hausse des prix de l'enseignement de 3,4%. En revanche, l'indice des produits alimentaires a baissé de 0,2% par rapport au mois précédent. Les principales baisses, constatées à ce titre, ont été observées au niveau des prix des légumes (-2%), du lait, fromage et œufs (-1,2%) et des viandes (-1,1%), allégées par l'accroissement des prix des fruits de 3,5% et des poissons et fruits de mer de 0,3%.

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, le taux d'accroissement, en glissement annuel, de l'IPC s'est accéléré, passant de +0,6% à fin septembre 2017 à +2,1%. Cette évolution est le résultat de l'accélération de la progression de l'IPC alimentaire à +2,1% après -0,3%. De son côté, l'IPC non alimentaire s'est accru de 1,8% après +1,4%, tiré essentiellement par la hausse des prix des biens et services divers de 6,5%, de l'enseignement de 2,2% et des restaurants et hôtels de 2%.





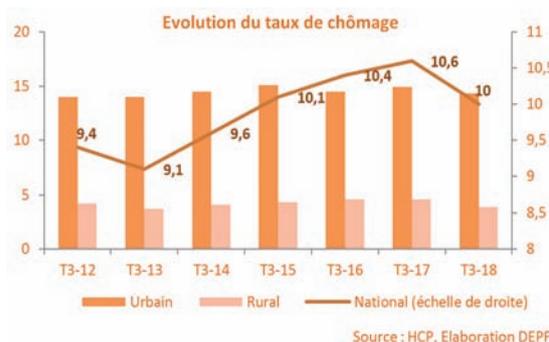
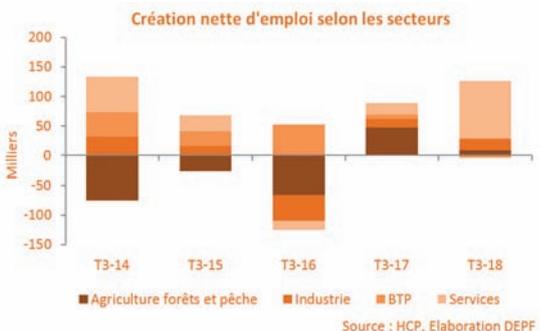
Sur un autre plan, l'indice des prix à la production du secteur manufacturier, hors raffinage de pétrole, a enregistré une légère baisse de 0,2% durant le mois de septembre 2018, comparativement au mois d'août 2018. Ce recul s'explique par la baisse des prix à la production des industries alimentaires de 0,4%, de la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et de la fabrication de textiles de 0,6% chacun, de la fabrication d'équipements électriques de 0,8% et de l'industrie d'habillement de 0,1%. Par ailleurs, ce retrait a été atténué par l'augmentation des prix à la production de l'industrie automobile et de la métallurgie de 0,1% chacun et dans le travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège de 0,3%.

Quant aux indices des prix des industries extractives et de la production et distribution d'électricité et d'eau, ils ont stagné comparativement au mois précédent.

Marché du travail : baisse du taux de chômage de 0,6 point au troisième trimestre 2018

Au titre du troisième trimestre 2018, l'économie nationale a enregistré une création nette de 122.000 nouveaux postes d'emploi, tous types confondus, par rapport au même trimestre de l'année précédente, dont 118.000 postes situés au milieu urbain et 4.000 au milieu rural. Cette évolution recouvre une création de 104.000 nouveaux postes rémunérés dont 108.000 situés au milieu urbain et une perte de 4.000 postes au milieu rural. Quant à l'emploi non rémunéré, il a enregistré une augmentation de 18.000 postes occupés, dont 10.000 observés au milieu urbain et 8.000 dans les zones rurales.

Par secteur d'activité, les créations d'emplois au titre du troisième trimestre 2018 se sont réparties à hauteur de 98.000 pour les services, 19.000 pour les industries (y compris l'artisanat), 9.000 pour l'agriculture, forêt et pêche, atténuée par une perte de 4.000 postes d'emploi dans le secteur du BTP.



Du côté du chômage, le nombre de chômeurs a diminué, par rapport au troisième trimestre 2017, de 5,2% pour atteindre 1.172.000 personnes au troisième trimestre 2018. Ainsi, le taux de chômage a baissé de 0,6 point pour se situer à 10%. Ce recul provient d'un retrait de 0,7 point dans les zones rurales et d'un recul de 0,6 point dans les villes.

Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont concerné les jeunes âgés de 15 à 24 ans (-1,8 point), les femmes (-1,3 point) et les personnes ayant un diplôme (-1,1 point). En revanche, le taux de chômage des adultes âgés de 45 ans et plus a enregistré une hausse de 0,2 point.

104.000 postes



Création d'emploi rémunéré

10%



Taux de chômage

3. ECHANGES EXTÉRIEURS

57,5%



Taux de couverture

+10,3%



Exportations

+14,6%



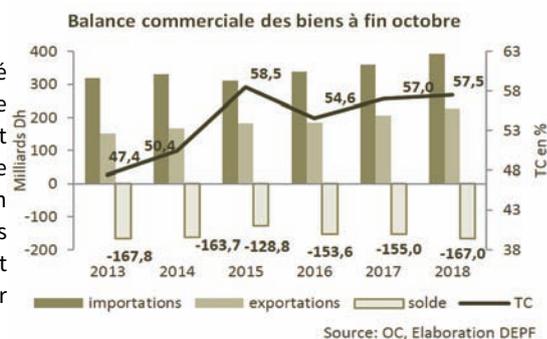
OCP

+11%

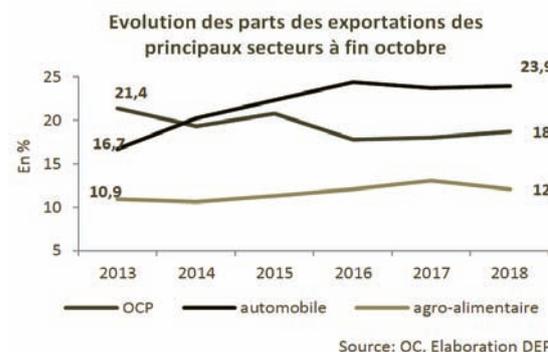


Automobile

La situation des échanges extérieurs a été marquée, au terme des dix premiers mois de l'année 2018, par un accroissement du déficit commercial de 7,8% pour s'établir à 167 milliards de dirhams. Cette évolution résulte de la progression de 10,3% des exportations contre 9,2% pour les importations. Ainsi, le taux de couverture s'est amélioré de 0,5 point, d'une année à l'autre, pour se situer à 57,5%.



Hausse des exportations, bénéficiant du bon comportement des ventes de phosphates, de l'automobile et de l'agriculture et agro-alimentaire



A fin octobre 2018, les exportations de biens ont affiché une progression de 10,3% pour atteindre 226,3 milliards de dirhams, suite à la hausse des exportations de la majorité des secteurs, essentiellement celles de phosphates et dérivés (+14,6%), du secteur automobile (+11%) et de l'agriculture et agro-alimentaire (+6,1%). Ces trois secteurs contribuent à hauteur de 63,3% dans la hausse totale des exportations.

Les ventes de phosphates et dérivés ont tiré à la hausse les exportations marocaines à fin octobre 2018, avec une augmentation de 14,6%, portant ainsi la valeur de ces exportations à 42,3 milliards de dirhams (soit 18,7% des exportations contre 18% un an auparavant).

Hors OCP, les exportations ont profité de la bonne orientation des métiers mondiaux du Maroc, notamment, le secteur automobile (+11% à 54 milliards de dirhams), le secteur de l'aéronautique (+14% à 11,3 milliards) et le secteur de l'électronique (+4,4% à près de 8 milliards).

Suivant la même tendance, les exportations du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire se sont accrues de 6,1% à plus de 47 milliards de dirhams, soit 20,8% des exportations totales. La hausse relevée est imputable aux ventes du segment « agriculture, sylviculture et chasse » (+13,5% à 17,9 milliards de dirhams) et à l'industrie alimentaire (+1,8% à 27,4 milliards).

De leur côté, les exportations du secteur du textile et cuir se sont améliorées de 4,5% à 32,6 milliards de dirhams, soit 14,4% des exportations totales. Cette évolution a résulté, principalement, de l'accroissement des exportations des vêtements confectionnés (+2,9% à 20,4 milliards de dirhams), des articles de bonneterie (+5,9% à 6,7 milliards de dirhams) et de celles des chaussures (+2,1% à 2,5 milliards).

En revanche, les ventes de l'industrie pharmaceutique ont reculé de 4,4% à 901 millions de dirhams.

Enfin, le reste des exportations, représentant l'équivalent de 13,4% des exportations totales, se sont améliorées de 18,3%.

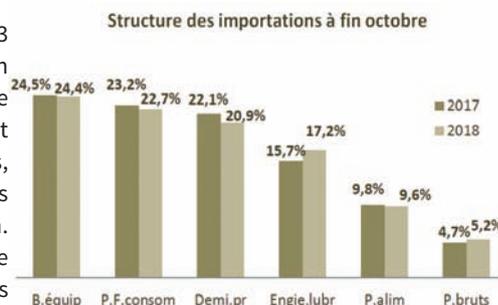
+9,2%



Importations

Contribution notable des importations des produits énergétiques, des biens d'équipement et des biens finis de consommation à la hausse des importations

Les importations de biens ont culminé à 393,3 milliards de dirhams à fin octobre 2018, en progression de 9,2% par rapport à la même période de 2017. Cette évolution fait suite à l'accroissement des acquisitions de tous les groupes de produits, principalement les produits énergétiques, les biens d'équipement et les produits finis de consommation. La hausse des achats de ces trois groupes de produits constitue 74,5% de la hausse totale des importations.



Source: OC, Elaboration: DEPF

Pour une valeur de 67,7 milliards de dirhams, les importations des produits énergétiques ont affiché une progression de 19,7%, contribuant à hauteur de 33,5% dans la hausse des importations totales. L'augmentation de ces produits s'explique, particulièrement, par la hausse des achats des gas-oils et fuel-oils (+21,7% à 33,6 milliards de dirhams), et des houilles, coques et combustibles solides (+39,4% à plus de 7,1 milliards de dirhams).

+8,8%

(Importations)



Biens d'équipement

Pour ce qui est des produits alimentaires, leurs importations se sont appréciées de 6,6% pour atteindre 37,7 milliards de dirhams à fin octobre 2018. Elles ont été, essentiellement, tirées par l'augmentation conjointe des importations des tourteaux (+670 millions de dirhams) et des épices (+403 millions).

Hors énergie et produits alimentaires, les importations ont progressé de 7,4% pour avoisiner 288 milliards de dirhams. Dans cette évolution, les achats de biens d'équipement continuent d'occuper le premier poste des importations nationales, affichant un accroissement de 8,8% à 95,9 milliards de dirhams. Cette augmentation tient, particulièrement, aux acquisitions des parties d'avions (+48,8%) et des machines et appareils divers (+14,9%).

Les achats des demi-produits se sont, également, inscrits en hausse de 3,3% à 82,2 milliards de dirhams, en rapport avec la hausse des achats de fils, barres et profilés en cuivre (+27,8%), des fils et câbles électriques (+21,9%) et des papiers et cartons (+10,2%).

+19,7%



Importations énergétiques

Sur la courbe de la hausse figurent, également, les produits finis de consommation dont les importations ont augmenté de 7% à 89,4 milliards de dirhams à fin octobre 2018. Cette évolution recouvre la hausse conjointe des parties et pièces pour voitures de tourisme (+17,9%) et des étoffes de bonneterie (+22,9%).

Enfin, les achats des produits bruts se sont accrus de 20,5% à 20,3 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des achats des souffres bruts (+2,6 milliards de dirhams) et de minerai de cobalt (+499 millions).

Redressement progressif des recettes des IDE

A fin octobre 2018, la balance Voyages fait ressortir une baisse de son solde de 2,5% pour se situer à 45,3 milliards de dirhams. Ce résultat s'explique par l'accroissement des recettes de voyages (+0,2% à 61,4 milliards de dirhams) à un rythme inférieur à celui des dépenses (+8,5% à 16,1 milliards). De leur côté, les transferts des MRE, se stabilisent à 55,4 milliards de dirhams au titre de la même période. Ces deux postes ont, ainsi, permis de couvrir 69,9% du déficit commercial après 75,3% un an auparavant.



Par ailleurs, les investissements directs étrangers (IDE) ont enregistré un flux de 30,3 milliards de dirhams, soit une progression de 41,5%. Ce résultat s'explique par l'accroissement des recettes (+41,8% ou +11,7 milliards de dirhams), suite à la cession du groupe d'assurance Saham au groupe sud-africain Sanlam le 11 octobre 2018, soit la plus grosse opération des dix dernières années.

4. FINANCES PUBLIQUES (HORS TVA DES COLLECTIVITÉS LOCALES)

La situation des charges et ressources du Trésor à fin septembre 2018 fait ressortir une aggravation du déficit budgétaire, en glissement annuel, de 13,1% ou d'environ 3 milliards de dirhams pour avoisiner 26 milliards de dirhams. Cette évolution recouvre une hausse des recettes ordinaires de 1,1% face à une hausse plus importante des dépenses globales de 2,6%.

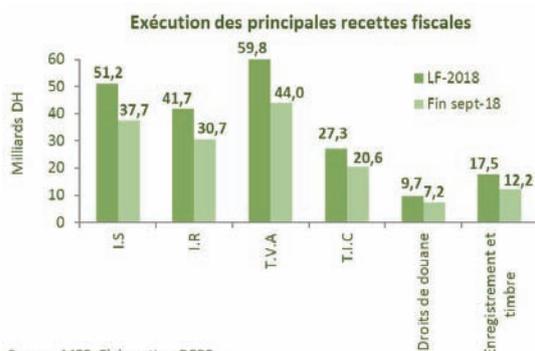
Hausse des recettes ordinaires, notamment, leur composante fiscale

Au terme des neuf premiers mois de 2018, le taux d'exécution des recettes ordinaires s'est établi à 71,5%. Dans leur composante fiscale, les recettes ont enregistré un taux de réalisation de 72,9%. Ce résultat recouvre :

+3,5%



Recettes IR



Source: MEF, Elaboration DEPF

- la réalisation de 72,3% des recettes des impôts directs prévus dans la Loi de Finances, suite à la concrétisation de 73,6% des prévisions des recettes de l'IS, ainsi que de celles de l'IR,
- la réalisation de 74,2% des recettes des impôts indirects, recouvrant la concrétisation de 73,6% des prévisions des recettes de la TVA et de 75,4% des recettes des TIC,
- l'exécution de 74,6% des prévisions initiales des droits de douane, et

+4,5%



Recettes impôts indirects

- la réalisation de 69,5% des prévisions au titre des droits d'enregistrement et de timbre.

Quant au taux d'exécution des recettes non fiscales, il a atteint 58,6%, recouvrant la concrétisation de 72,4% des recettes de monopoles et la réalisation de 47,5% des autres recettes non fiscales.

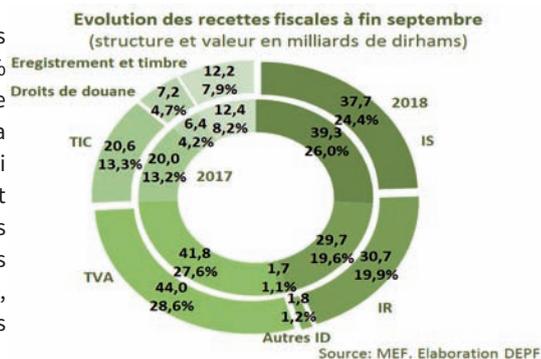
En termes d'évolution, les recettes ordinaires se sont accrues, en glissement annuel, de 1,1% pour atteindre 169,3 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable, essentiellement, à la hausse des recettes fiscales atténuée par le repli des recettes non fiscales. Les recettes fiscales ont augmenté de 1,9% pour se situer à 154,2 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des recettes des impôts indirects et des droits de douane, atténuée par la baisse de celles des impôts directs et d'enregistrement et timbre.

Les recettes des impôts indirects ont augmenté de 4,5% pour atteindre 64,6 milliards de dirhams. Cette hausse est en relation avec le raffermissement des recettes de la TVA et de celles des TIC.

Les recettes de la TVA se sont appréciées de 5,3% pour atteindre 44 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des recettes de la TVA à l'importation de 6,6% à 28,3 milliards de dirhams, ainsi que l'augmentation de celles de la TVA intérieure de 3,1% à 15,7 milliards de dirhams. Ces dernières tiennent compte de remboursements (part du budget général) pour un montant avoisinant 4 milliards de dirhams à fin septembre 2018, après 3,6 milliards l'année précédente.

Pour ce qui est des recettes des TIC, elles ont augmenté de 2,8% pour s'établir à 20,6 milliards de dirhams, consécutivement à l'augmentation des recettes des TIC sur les tabacs manufacturés de 6,5% à 7,7 milliards de dirhams, et à la légère hausse de celles des TIC sur les produits énergétiques de 0,6% à 11,7 milliards de dirhams.

De leur côté, les recettes des droits de douane se sont accrues de 12,8% pour atteindre 7,2 milliards de dirhams.



Source: MEF, Elaboration DEPF

En revanche, les recettes des impôts directs ont enregistré un léger repli de 0,8% pour se situer à 70,2 milliards de dirhams. Cette évolution a résulté, particulièrement, du recul des recettes de l'IS de 4,2% pour s'établir à 37,7 milliards de dirhams. Cette baisse s'explique, notamment, par le bon comportement durant l'année 2016 des résultats du secteur financier, des sociétés pétrolières, de l'agence nationale de la conservation foncière, des cimenteries, des sucriers et des sociétés de télécommunications.

Néanmoins, les recettes de l'IR se sont accrues de 3,5% pour atteindre 30,7 milliards de dirhams. L'évolution de ces dernières recouvre, notamment, l'augmentation des recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) de 2,2% à 6,3 milliards de dirhams et la stagnation de celles de l'IR sur les profits immobiliers à 2,9 milliards de dirhams.

Quant aux recettes relatives aux droits d'enregistrement et de timbre, elles ont reculé de 1,9% pour se situer à 12,2 milliards de dirhams.

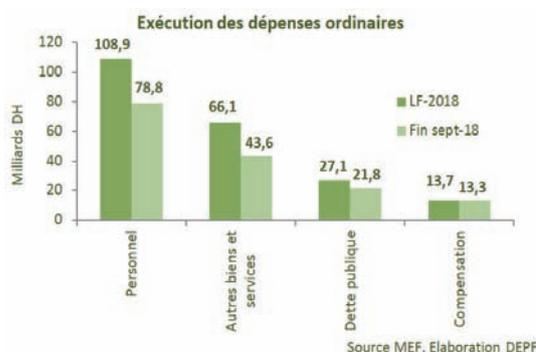
S'agissant des recettes non fiscales, elles se sont repliées, en glissement annuel, de 6,4% pour avoisiner 13 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable à l'effet conjoint de la hausse des recettes de monopoles de 18,5% à 7,1 milliards de dirhams, de la redevance gazoduc de 71,9% à 1,3 milliard de dirhams et des recettes en atténuation des dépenses de la dette de 8,7% à 526 millions de dirhams, et du repli des recettes au titre de dons reçus des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) de 73,1% à 687 millions de dirhams et des fonds de concours de 75,3% à 242 millions de dirhams.

+2,5%



Dépenses ordinaires

Accroissement des dépenses ordinaires, surtout, celles de biens et services et de compensation



Par rapport aux prévisions initiales de la Loi de Finances, l'exécution des dépenses ordinaires a été maîtrisée à 73% à fin septembre 2018, couvrant la réalisation de 72,4% des dépenses de personnel, de 65,8% des dépenses des autres biens et services, de 80,5% des dépenses afférentes aux intérêts de la dette et de 97,1% de la charge prévue de compensation.

+15,4%

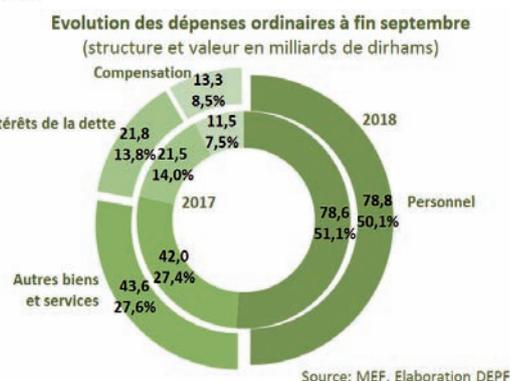


Charges de compensation

En termes d'évolution, les dépenses ordinaires ont augmenté de 2,5% pour atteindre 157,5 milliards de dirhams à fin septembre 2018. Cette hausse a concerné les différentes rubriques. Les dépenses de biens et services se sont accrues de 1,5% pour se situer à 122,4 milliards de dirhams, contribuant à hauteur de 46,5% à la hausse des dépenses ordinaires. Cette évolution incorpore une augmentation des dépenses de personnel de 0,4% à 78,8 milliards de dirhams et de celles des autres biens et services de 3,6% à 43,6 milliards.

L'évolution de ces dernières recouvre un accroissement des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites de 14,6% à 11 milliards de dirhams et de ceux aux divers établissements et entreprises publics de 24,5% à 17,8 milliards de dirhams, et un recul de ceux aux comptes spéciaux du Trésor de 30,8% à 1,8 milliard de dirhams.

De leur côté, les charges de compensation ont augmenté, en glissement annuel, de 15,4% pour s'établir à 13,3 milliards de dirhams, soit 8,5% des dépenses ordinaires contre 7,5% à fin septembre 2017. Elles ont contribué à hauteur de 45,6% à la hausse des dépenses ordinaires.



Pour leur part, les charges en intérêts de la dette ont augmenté de 1,4% pour atteindre 21,8 milliards de dirhams, recouvrant une hausse de celles de la dette intérieure de 2,3% à 19,4 milliards de dirhams et une baisse de celles de la dette extérieure de 5,1% à 2,4 milliards de dirhams.

Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires à fin septembre 2018 a dégagé un solde ordinaire positif de 11,8 milliards de dirhams, permettant de couvrir 27,2% des dépenses d'investissement. Ces dernières ont atteint 43,2 milliards de dirhams, en hausse de 2%. Par rapport aux prévisions initiales, elles se sont réalisées à hauteur de 71,7%.

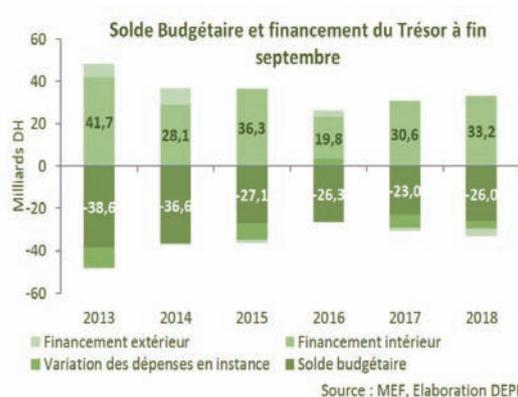
Hausse du déficit budgétaire

Tenant compte de la baisse de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor de 2,3% à 5,5 milliards de dirhams, la situation des charges et ressources du Trésor à fin septembre 2018 fait ressortir une hausse du déficit budgétaire de 13,1% ou de 3 milliards de dirhams pour avoisiner 26 milliards de dirhams.

33,2 Mds DH



Financement intérieur



Eu égard à la réduction du stock des dépenses en instance de 3,2 milliards de dirhams, le besoin de financement du Trésor a atteint 29,2 milliards de dirhams, en hausse de 1,3% par rapport à l'année précédente. Pour combler ce besoin, et compte tenu d'un flux net extérieur négatif d'environ 4 milliards de dirhams, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 33,2 milliards de dirhams.

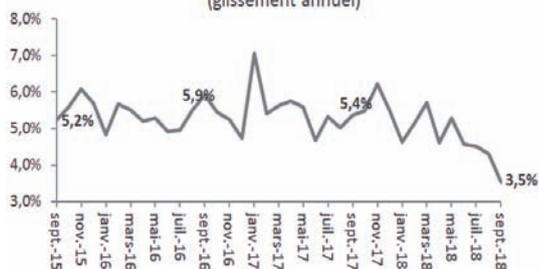
5. FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Poursuite du ralentissement de la croissance de la masse monétaire

A fin septembre 2018, la masse monétaire (M3) a reculé, en glissement mensuel, de 0,3% à 1287,4 milliards de dirhams après une hausse de 0,9% à fin août 2018. Cette évolution a résulté, notamment, de l'effet conjoint de la baisse des créances sur l'économie et des réserves internationales nettes, et de la hausse des créances nettes sur l'administration centrale.

En glissement annuel, le rythme d'accroissement de la masse monétaire a ralenti, se situant à +3,5% après +4,3% à fin août 2018 et +5,4% à fin septembre 2017. La décélération enregistrée comparativement à l'année précédente recouvre, particulièrement, le ralentissement des créances sur l'économie, la légère hausse des réserves internationales nettes et l'accélération des créances nettes sur l'administration centrale.

Evolution de la masse monétaire (glissement annuel)



Source: BAM, Elaboration DEPF

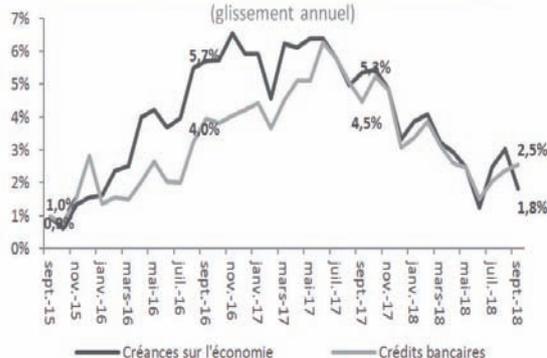
+3,5%



Masse monétaire

Les créances sur l'économie ont reculé, en glissement mensuel, de 0,4% pour atteindre 1002,4 milliards de dirhams. Cette évolution recouvre une baisse des titres des AID de 7% et un accroissement des crédits bancaires de 0,5% à 851,4 milliards de dirhams, notamment, les facilités de trésorerie (+2,3%) et les crédits à caractère financier (+2,5%), tandis que des replis ont été enregistrés par les crédits à l'équipement (-1%), à l'immobilier et à la consommation (-0,1% chacun).

Evolution des créances sur l'économie et des crédits bancaires (glissement annuel)



Source: BAM, Elaboration DEPF

+2,5%

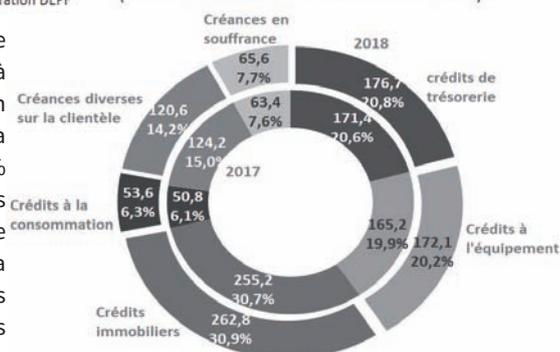


Crédits bancaires

En glissement annuel, le taux de progression des créances sur l'économie a décéléralé pour s'établir à +1,8% après +3% le mois précédent et +5,3% à fin septembre 2017. Cette évolution a découlé, notamment, du ralentissement du rythme d'accroissement des crédits bancaires, s'établissant à +2,5%, soit quasiment le même taux enregistré à fin août 2018 (+2,4%), après +4,5% l'année dernière.

La décéléralation comparativement à l'année précédente recouvre le repli des crédits à caractère financier de 2,9% après +6,9% à fin septembre 2017, et le ralentissement de la progression des crédits à l'équipement (+4,1% après +12,1% un an auparavant) et des crédits à l'immobilier (+3% après +3,5%). L'évolution de ces derniers recouvre un ralentissement de la croissance des crédits à l'habitat (+3,1% après +4,8%) et une amélioration de celle des crédits aux promoteurs immobiliers (+2,3% après +0,8%).

Evolution des crédits bancaires à fin septembre (structure et valeur en milliards de dirhams)



Source: BAM, Elaboration DEPF

5 mois d'importations de biens et services



RIN

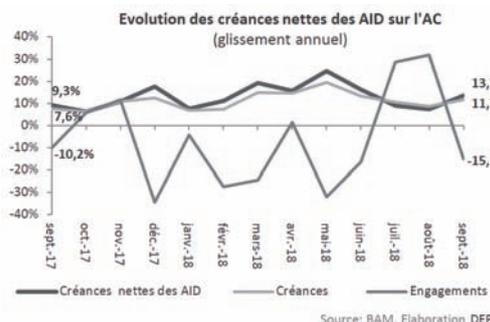
Toutefois, le taux d'accroissement des crédits à la consommation s'est amélioré, s'établissant à +5,6% après +4,3% l'année dernière, et les crédits de trésorerie se sont accrus de 3,1% après un recul de 3,2% à fin septembre 2017. Quant aux créances en souffrance, leur rythme de croissance s'est accéléré, s'établissant à +3,4% après +3,3% le mois précédent et +2,3% l'année dernière.

Pour ce qui est des Réserves Internationales Nettes (RIN), elles poursuivent leurs légers replis, en glissement mensuel, depuis fin janvier 2018, se situant à -0,6% à fin septembre 2018. Par rapport à fin décembre 2017, leur recul s'est accentué à -6,8% après -6,3% à fin août 2018. Elles se sont établies à 224,5 milliards de dirhams, soit l'équivalent de 5 mois d'importations de biens et services après 5 mois et 1 jour le mois dernier et 5 mois et 20 jours à fin septembre 2017.



Néanmoins, en glissement annuel, les RIN ont enregistré une légère hausse de 0,5% (+1,1 milliard de dirhams) après une baisse de 10,4% (-25,8 milliards de dirhams) l'année précédente, marquant toutefois un ralentissement à partir d'août 2018 (+3,9%) par rapport aux hausses enregistrées à fin juillet 2018 (+10,7%) et à fin juin 2018 (+10,7%). Cette évolution s'explique par le fait qu'au cours de l'année 2017, les RIN ont repris à partir du mois d'août 2017 après les replis notables enregistrés, particulièrement, aux mois de juin et juillet 2017.

S'agissant des créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale (AC)¹, elles ont augmenté, en glissement mensuel, de 4,9% pour atteindre 186,4 milliards de dirhams à fin septembre 2018, après une hausse de 1% le mois précédent.



En glissement annuel, le rythme de progression de ces créances s'est amélioré, s'établissant à +13,5% après +7,6% à fin août 2018 et +11,1% un an auparavant. L'évolution enregistrée par rapport à l'année précédente est en relation avec l'accélération des recours du Trésor aux Autres Institutions de Dépôts (AID), enregistrant une hausse de 13,7% après une augmentation de 9,3% à fin septembre 2017.

+7%



Circulation fiduciaire

L'évolution de ces recours recouvre l'effet conjoint de l'accélération du rythme de hausse des créances des AID sur l'AC (+11,7% après +7,6% l'année précédente), et l'accentuation de la baisse de leurs engagements vis-à-vis de l'AC à -15,1% après -10,2% un an auparavant.

Au niveau des composantes de M3, la baisse de cette dernière, en glissement mensuel, recouvre, notamment, le recul de la circulation fiduciaire de 1,5% et des titres d'OPCVM monétaires de 5,2%, et la hausse de la monnaie scripturale de 1,3%, des comptes à terme de 0,4% et des comptes d'épargne de 0,3%.

En glissement annuel, la décélération de M3 recouvre, particulièrement, le ralentissement des rythmes d'accroissement de la monnaie scripturale (+5,5% après +8,8% un an auparavant), des placements à vue (+4,1% après +5%) et l'accentuation du repli des titres d'OPCVM monétaires à -10,2% après -4,2% l'année précédente. En revanche, la croissance de la circulation fiduciaire s'est accélérée à +7% après +6,6% l'année dernière et les comptes à terme auprès des banques se sont accrus de 2,9% après un repli de 10,8%.

Concernant les agrégats de placements liquides, leur encours a reculé par rapport au mois précédent de 1%, sous l'effet du repli de l'encours des titres d'OPCVM contractuels et des titres de créances négociables (PL1) de 0,1%, de celui des titres d'OPCVM obligataires (PL2) et de celui des titres d'OPCVM actions et diversifiés (PL3) de 2,1% chacun. En glissement annuel, cet encours s'est accru de 9,7% après une hausse de 7,3% à fin septembre 2017. Cette évolution est en relation avec l'accroissement de l'encours de PL1, PL2 et PL3 respectivement de 5,4%, 18,7% et 4,8%, après +1,8%, +9,2% et +52,1% l'année précédente.

¹ Composés principalement des sommes dues à l'Etat, ainsi que des fonds spéciaux de garantie destinés à garantir les crédits distribués, dont le solde n'est remboursable qu'à l'extinction des crédits couverts.

70,3 Mds DH
(Avances à 7 jours)



Injection de liquidité
(Volume moyen)

2,27%



TIMPJJ

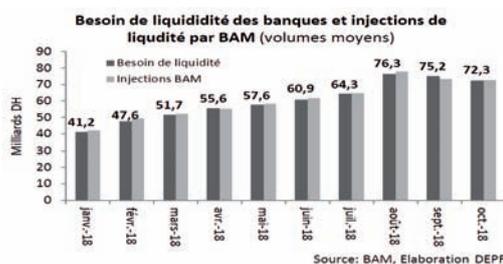
3,9 Mds DH



Transactions interbancaires
(Volume moyen)

Légère atténuation du déficit de liquidité des banques au cours du mois d'octobre 2018

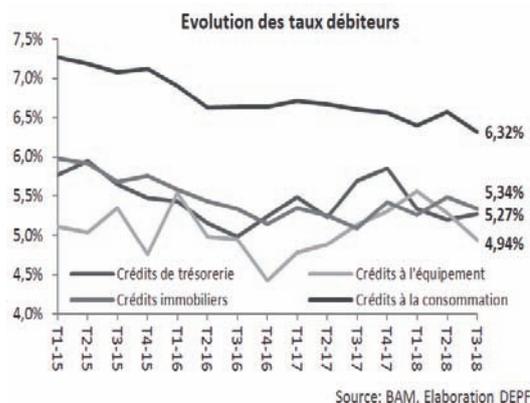
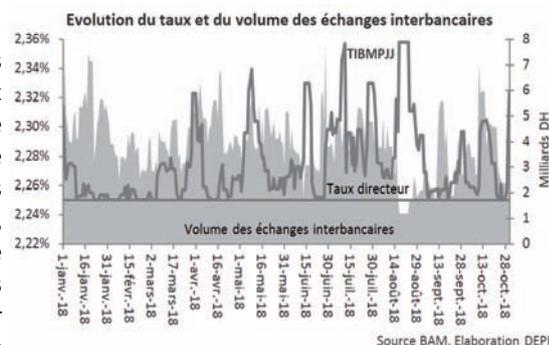
Au cours du mois d'octobre 2018, le besoin de liquidité des banques s'est légèrement atténué par rapport au mois précédent, s'établissant en moyenne à 72,3 milliards de dirhams après 75,2 milliards en septembre. Cette évolution est en relation, particulièrement, avec le repli de la circulation fiduciaire, conjugué à la quasi-stagnation des réserves de change.



Dans ce contexte, le volume des opérations d'injection de liquidité de Bank Al-Maghrib a enregistré un léger repli, notamment, les avances à 7 jours sur appels d'offre, dont le volume moyen s'est établi à 70,3 milliards de dirhams après 70,5 milliards de dirhams le mois précédent, alors que la demande formulée par les banques s'est située en moyenne à 77,6 milliards de dirhams après 74,8 milliards.

La Banque Centrale est intervenue, également, à travers les opérations de prêts garantis à 1 an au titre du programme de soutien au financement des TPME dont l'encours s'est établi à 2,3 milliards de dirhams à fin octobre 2018 après 2,8 milliards à fin septembre 2018.

Quant au taux interbancaire moyen pondéré au jour le jour (TIMPJJ), il a évolué au cours du mois d'octobre 2018 à des niveaux proches du taux directeur, oscillant dans une fourchette comprise entre 2,25% et 2,32%. Il s'est établi en moyenne à 2,27%, soit le même niveau enregistré le mois précédent. La volatilité du taux interbancaire, quant-à-elle, a augmenté de 0,7 point de base à 2,2 points. S'agissant du volume moyen des transactions interbancaires, il a augmenté par rapport au mois dernier de 24,7% à 3,9 milliards de dirhams.



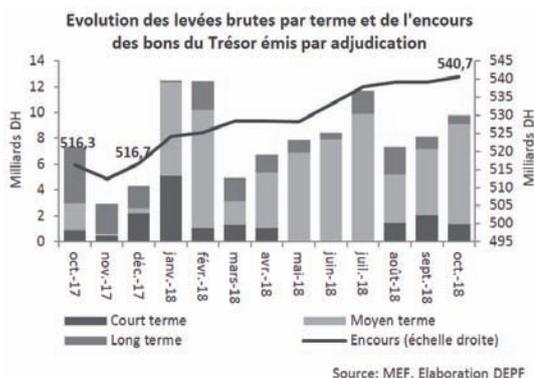
Concernant l'évolution des taux débiteurs, les résultats de l'enquête de Bank Al-Maghrib pour le troisième trimestre 2018 révèlent une quasi-stagnation, en glissement trimestriel, du taux moyen pondéré global à 5,35%. Cette évolution recouvre une baisse des taux appliqués aux crédits à l'équipement (-35 pb à 4,94%), à l'immobilier (-15 pb à 5,34%) et à la consommation (-25 pb à 6,32%), et une hausse de celui des facilités trésorerie de 7 pb à 5,27%.

90 Mds DH
(fin octobre)



Levées brutes du Trésor

Hausse du recours du Trésor au marché des adjudications au cours du mois d'octobre 2018



Au titre du mois d'octobre 2018, les levées brutes du Trésor au niveau du marché des adjudications ont augmenté, par rapport au mois précédent de 21% pour atteindre 9,8 milliards de dirhams. Ces levées ont été prédominées par les maturités moyennes à hauteur de 79% après 63,4% le mois précédent. Celui des maturités courtes a canalisé 13,9% des levées du mois après 25,3% le mois dernier, alors que celui des maturités longues a représenté 7,1% après 11,3% en septembre 2018.

Les remboursements du Trésor au titre du mois d'octobre 2018 ont augmenté par rapport au mois précédent de 4,1% pour se situer à 8,4 milliards de dirhams. De ce fait, les levées nettes du Trésor ont été positives de 1,4 milliard de dirhams contre seulement 69,4 millions de dirhams le mois précédent.

Eu égard à ces évolutions, l'encours des bons du Trésor émis par adjudication s'est établi à 540,7 milliards de dirhams à fin octobre 2018, enregistrant une hausse de 0,3% par rapport à fin septembre 2018 et de 4,6% par rapport à fin décembre 2017. La structure de cet encours a été marquée par le renforcement de la part des maturités moyennes à 40,1% après 37,1% à fin décembre 2017. Toutefois, les maturités à long terme prédominent toujours l'encours total à hauteur de 57% après 57,8%. La part du court terme reste faible et s'est repliée à 2,9% après 5,1%.

Au terme des dix premiers mois de 2018, les levées brutes du Trésor ont reculé, en glissement annuel, de 13% pour se situer à 90 milliards de dirhams. Ce repli a concerné le volume levé en maturités courtes et longues qui a baissé respectivement de 40,8% et 34,8% pour se situer à 13,4 et 12,8 milliards de dirhams, pour représenter respectivement 14,9% et 14,2% des levées après 21,9% et 18,9% un an auparavant. En revanche, le volume souscrit des maturités moyennes s'est accru de 4,2% pour atteindre 63,8 milliards de dirhams, prédominant les levées à hauteur de 70,9% après 59,2% l'année précédente.

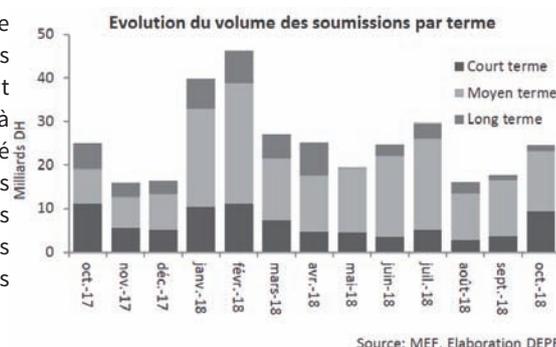
66 Mds DH



Remboursements du Trésor

Compte tenu du recul, en glissement annuel, des remboursements du Trésor de 14,5% pour s'établir à 66 milliards de dirhams à fin octobre 2018, les levées nettes du Trésor ont atteint 23,9 milliards de dirhams, en baisse de 8,8% par rapport à fin octobre 2017.

S'agissant du volume des soumissions sur le marché des adjudications au titre du mois d'octobre 2018, il a augmenté par rapport au mois précédent de 39% pour s'établir à 24,7 milliards de dirhams. Ce volume a été prédominé par les maturités moyennes à hauteur de 56,1% après 72,5% le mois précédent, suivies des maturités courtes (37,7% après 20,7%) et des maturités longues (6,2% après 6,8%).



Au terme des dix premiers mois de 2018, le volume des soumissions a atteint 271 milliards de dirhams, en baisse de 31,8% par rapport à fin octobre 2017. Le volume soumissionné des maturités courtes a reculé de 56,1% pour se situer à 62,6 milliards de dirhams, soit 23,1% du volume des soumissions contre 35,9% l'année dernière. Pour sa part, le volume soumissionné des maturités moyennes a reculé de 12,6% pour s'établir à 168,6 milliards de dirhams, canalisant 62,2% du volume des soumissions après 48,5% un an auparavant. De son côté, le volume soumissionné des maturités longues s'est replié de 35,8% pour atteindre 39,7 milliards de dirhams, pour représenter 14,7% des soumissions après 15,6% l'année précédente.

Evolution des taux des bons du Trésor

	Oct.18	Dernières émissions		Var
		Taux	Date	
13 semaines	-	2,20%	Août.18	-
26 semaines	-	2,19%	Mars.18	-
52 semaines	2,45%	2,43%	Sept.18	+2 pb
2 ans	2,60%	2,59%	Sept.18	+1 pb
5 ans	2,86%	2,84%	Sept.18	+2 pb
10 ans	3,31%	3,30%	Sept.18	+1 pb
15 ans	-	3,70%	Juil.18	-
20 ans	-	3,98%	Avr.18	-
30 ans	-	4,41%	Oct.17	-

Source : MEF, Calculs DEPF

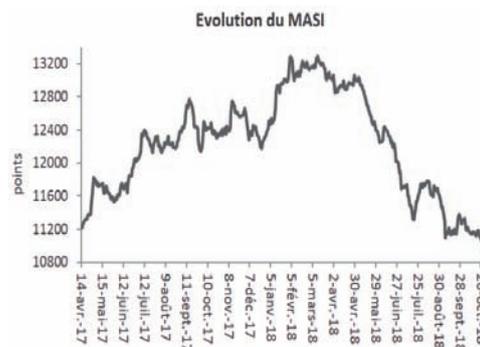
S'agissant de l'évolution des taux moyens pondérés primaires des bons du Trésor au titre du mois d'octobre 2018, comparativement aux taux des dernières émissions, ils ont quasiment stagné, enregistrant de légères hausses comprises entre 1 point de base et 2 points de base.

Persistance du repli des indicateurs de la Bourse de Casablanca au cours du mois d'octobre 2018

-11,9% et -12,1%
(respectivement)



MASI et MADEX



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Au cours du mois d'octobre 2018, les indicateurs de la Bourse de Casablanca ont maintenu leur tendance baissière entamée au cours du mois de mars 2018. Les indices MASI et MADEX ont clôturé le mois d'octobre à 10919,67 et 8873,38 points respectivement, en baisse de 3,7% chacun par rapport à fin septembre 2018, accentuant leur repli par rapport à fin décembre 2017 à -11,9% et -12,1% respectivement, après -8,5% et -8,8% le mois précédent.

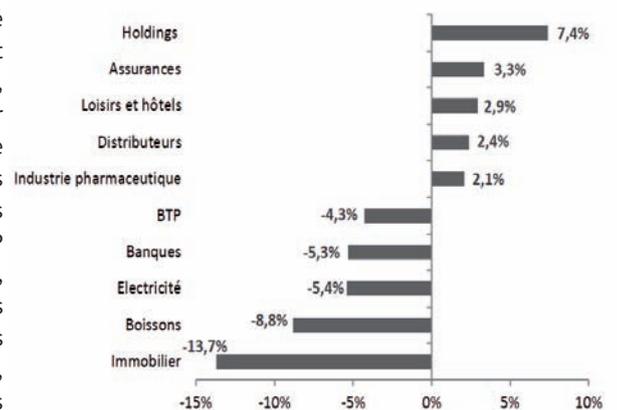
Banques : -5,3%
Télécoms : -3,1%
BTP : -4,3%



Indices sectoriels

Au niveau sectoriel, parmi les 24 secteurs représentés à la cote de la Bourse de Casablanca, 14 secteurs ont enregistré des performances négatives par rapport à fin septembre 2018, particulièrement, les indices des secteurs de l'immobilier (-13,7%), des boissons (-8,8%), de l'électricité (-5,4%). Les indices des trois premières capitalisations, à savoir, les banques, les télécommunications et le BTP se sont repliés respectivement de 5,3%, 3,1% et 4,3%. Les performances positives du mois ont concerné, notamment, les indices des secteurs des holdings (+7,4%), des assurances (+3,3%), de loisirs et hôtels (+2,9%) et des distributeurs (+2,4%).

Les plus fortes variations des indices sectoriels à fin octobre 2018 (variations par rapport à fin septembre 2018)



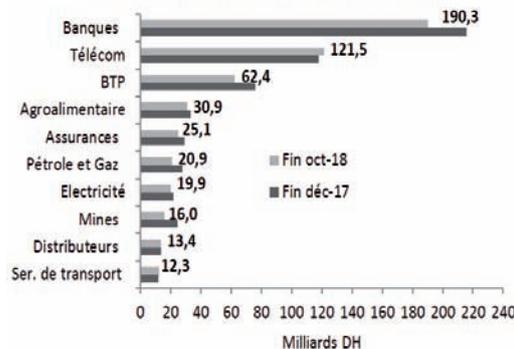
Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

557,6 Mds DH



Capitalisation boursière

Les dix plus fortes capitalisations sectorielles



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Pour sa part, la capitalisation boursière a reculé par rapport à fin septembre 2018 de 3,6% pour se situer à 557,6 milliards de dirhams. Par rapport à fin décembre 2017, elle s'est repliée de 11,1% après une baisse de 7,7% le mois précédent.

Le volume global des transactions réalisé au titre du mois d'octobre 2018 s'est établi à 2,7 milliards de dirhams, en hausse de 23,8% par rapport au mois de septembre 2018. Ce volume s'est réparti à hauteur de :

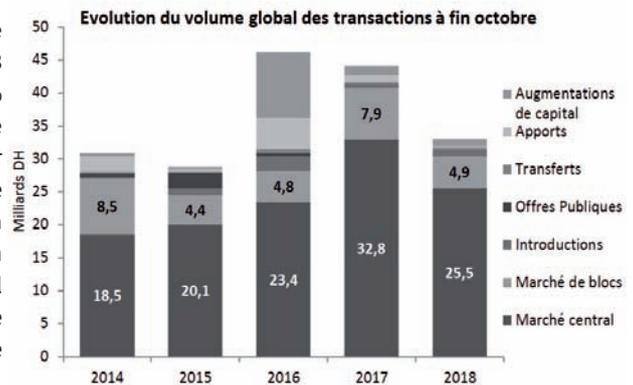
- 73,9% pour le marché central. Les transactions sur ce marché ont baissé, en glissement mensuel, de 6,7% pour avoisiner 2 milliards de dirhams. Les titres Itissalat Al-Maghrib, Attijariwafa Bank, SODEP-Marsa Maroc et BCP y ont canalisé respectivement 27,4%, 10,1% et 9,3% et 8,7% du volume des transactions en actions ;
- 17,6% pour le marché de blocs, soit 466 millions de dirhams, alors que le mois précédent ce compartiment n'a pas enregistré d'échanges ;
- 6,6% pour les introductions d'obligations ;
- 1,2% pour les apports d'actions ;
- 0,7% pour les transferts d'actions.

33 Mds DH
(fin octobre)



Volume global des transactions

Au terme des dix premiers mois de 2018, le volume global des transactions a atteint 33 milliards de dirhams, en baisse de 25,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Le volume des échanges sur les marchés central et de blocs a reculé par rapport à fin octobre 2017 de 25,4% à 30,4 milliards de dirhams, recouvrant un repli de celui réalisé sur le marché central de 22,2% à 25,5 milliards de dirhams et de celui enregistré sur le marché de blocs de 38,6% à 4,9 milliards de dirhams.



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

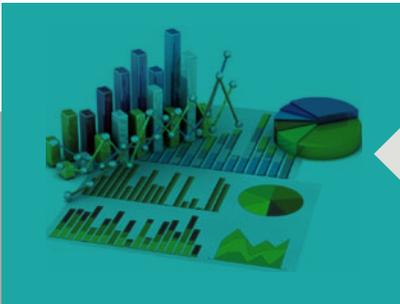
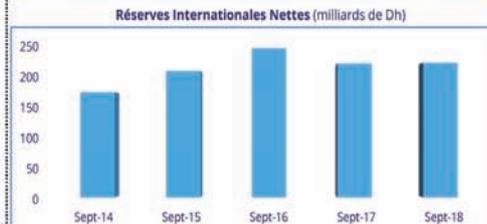
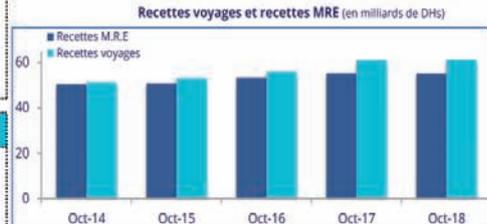
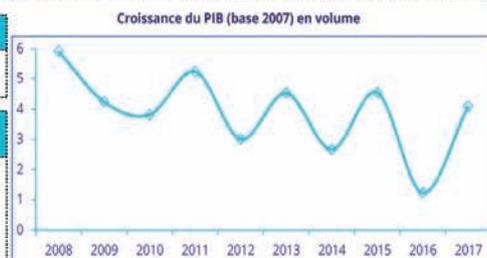


TABLEAU DE BORD

N° : 261				Tableau de bord de l'économie marocaine			
Agrégats de la comptabilité nationale(1)		2015	2016	2017			
Produit Intérieur Brut(aux prix de l'année précédente) (base 2007)		4,5	1,2	4,1			
Echanges extérieurs (millions de Dhs) (Données préliminaires)		oct-17	oct-18	(%)			
Importations globales		360 072	393 323	9,2			
Énergie et lubrifiants		56 573	67 698	19,7			
Produits finis d'équipement		88 119	95 917	8,8			
Produits alimentaires		35 339	37 670	6,6			
Exportations globales		205 127	226 344	10,3			
Automobile		48 655	53 983	11,0			
Aéronautique		9 876	11 262	14,0			
Déficit commercial		-154 945	-166 979	7,8			
Taux de couverture (en %)		57,0	57,5				
Transferts MRE		55 406	55 357	-0,1			
Recettes voyages		61 251	61 369	0,2			
Recettes des IDE		27 989	39 697	41,8			
Monnaie (millions de Dhs)		sept-17	sept-18	(%)			
Agrégat M3		1 243 433	1 287 433	3,5			
Réserves Internationales Nettes		223 346	224 491	0,5			
Créances nettes sur l'administration centrale		164 245	186 410	13,5			
Créances sur l'économie		984 330	1 002 373	1,8			
Dont : Crédits des AID		839 748	858 746	2,3			
Crédits immobiliers		255 204	262 775	3,0			
Crédits à l'équipement		165 234	172 064	4,1			
Crédits à la consommation		50 795	53 615	5,6			
Bourse		oct-17	oct-18	(%)			
MASI		12 373	10 920	-11,7			
MADEX		10 089	8 873	-12,0			
Volume des transactions (2) (millions de Dhs)		40 776	30 409	-25,4			
Indice des prix à la consommation (100=2006)		sept-17	sept-18	(%)			
Indice des prix à la consommation (100=2006)		117,5	120,0	2,1			
Produits alimentaires		125,9	128,6	2,1			
Produits non alimentaires		111,6	113,6	1,8			
Taux de change (en MAD)		oct-17	oct-18	(%)			
Euro		11,1	10,9	-1,84			
Dollar américain US\$		9,4	9,5	0,47			
Taux d'intérêt (dernières émissions)		déc-17	oct-18	Pb 100			
Taux adjudications (13 semaines)		2,17	2,20	3			
(26 semaines)		2,19	2,19	0			
(52 semaines)		2,32	2,45	13			
(2ans)		2,48	2,60	12			



Finances publiques (hors TVA des CL)	sept-17	sept-18	(%)
Recettes ordinaires (R.O) (en milliards de Dhs)	167 428	169 305	1,1
Recettes fiscales	151 374	154 180	1,9
Impôts directs	70 727	70 176	-0,8
IS	39 316	37 650	-4,2
IR	29 712	30 738	3,5
Impôts indirects	61 827	64 598	4,5
TVA	41 816	44 033	5,3
TIC	20 011	20 565	2,8
Droits de douane	6 406	7 224	12,8
Enregistrement et timbre	12 414	12 182	-1,9
Recettes non fiscales	13 850	12 964	-6,4
Monopoles	6 000	7 112	18,5
Dépenses ordinaires (D.O)	153 630	157 533	2,5
Biens et services	120 586	122 399	1,5
Personnel	78 567	78 849	0,4
Autres biens et services	42 019	43 550	3,6
Dettes publiques intérieures	18 995	19 434	2,3
Dettes publiques extérieures	2 508	2 380	-5,1
Compensation	11 541	13 320	15,4
Investissement	42 380	43 227	2,0
Activités sectorielles	juin-17	juin-18	(%)
Parc global de la téléphonie mobile (milliers)	42 052	44 027	4,7
Taux de pénétration (%)	120,7	125,0	
Parc global de la téléphonie fixe (milliers)	2 055	2 087	1,6
Parc total des abonnés Internet (milliers)	19 243	21 471	11,6
Trafic portuaire gérés par l'ANP (mille tonnes) (5)	sept-17	sept-18	(%)
	55 682	57 592	3,4
Nuitées dans les EHC ⁽⁴⁾ (en milliers)	sept-17	sept-18	(%)
	16 758	18 205	8,6
Arrivées de touristes (y compris MRE) (en milliers)	8 856	9 552	7,9
Débarquements de la pêche côtière (en mille tonne)	932	884	-5,1
Débarquements de la pêche côtière (en millions DH)	5 256	5 832	10,9
Energie appelée nette (GWh) y compris l'énergie éolienne via réseau clients	28 017	28 176	0,6
Consommation d'électricité (GWh)	23 401	23 053	-1,5
Ventes de ciment (mille tonnes)	10 072	9 799	-2,7
Chiffre d'affaires à l'exportation de l'OCP(millions Dhs)	oct-17	oct-18	(%)
	36 874	42 265	14,6
Emploi	T3-2016	T3-2017	T3-2018
Taux d'activité	45,8	45,5	45,0
Taux de chômage	10,4	10,6	10,0
Urbain	14,5	14,9	14,3
Diplômés	19,8	19,9	18,9
Agés de 15 à 24 ans	44,5	45,2	44,7
Variation des indices de la production (3)	T2-2017	T2-2018	(%)
Mines	134,5	132,3	-1,6
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	114,0	117,4	3,0
Produits des industries alimentaires	118,5	119,8	1,1
Produits de l'industrie textile	101,7	103,9	2,2
Produits de l'industrie automobile	144,2	152,0	5,4
Electricité	133,2	137,2	3,0

Recettes fiscales / R.O. (en %)		
Sept-14	82,9	
Sept-15	87,8	
Sept-16	88,5	
Sept-17	90,4	
Sept-18	91,1	

Taux d'exécution des recettes en Septembre 2018 (en %)		
Recettes fiscales	72,9	
Impôts directs	72,3	
Impôts indirects	74,2	
Droits de douane	74,6	
Enregistrement et timbre	69,5	
Recettes non fiscales	58,6	

Taux d'exécution des dépenses en Septembre 2018 (en %)		
Personnel	72,4	
Autres biens et services	65,8	
Dettes publiques	80,5	
Compensation	97,1	
Investissement	71,7	

Arrivées de touristes étrangers (en milliers)		
Sept-14	4000	
Sept-15	3800	
Sept-16	3800	
Sept-17	4200	
Sept-18	4800	

Ventes de ciment (En milliers de tonne)		
Sept-14	7500	
Sept-15	10000	
Sept-16	10000	
Sept-17	9500	
Sept-18	9500	

Taux de chômage (en %)		
T3-2014	14,5	Urban
T3-2015	14,9	National
T3-2016	14,3	
T3-2017	18,9	
T3-2018	10,0	

Variation en glissement annuel des indices de la production		
2016	2017	(%)
101,9	122,4	20,1
110,7	113,0	2,1
117,4	120,4	2,6
95,1	95,8	0,7
129,4	135,1	4,4
132,8	136,5	2,8

(1) Taux de variation, Source HCP
 (2) Volume des transactions sur le marché central et sur le marché de blocs
 (3) Indice de la production selon la base 2010
 (4) EHC : établissements d'hébergement classés

